

**PAYENCERIES DE SARREGUEMINES**  
**DIGOIN & VITRY-LE-FRANCOIS**  
au capital de 4 582 625 €  
5, rue du Helder  
75009 Paris

---

**Rapport des Commissaires aux Comptes**  
**sur les comptes consolidés**

**Exercice clos le 31 mars 2018**

**Saint-Honoré BK&A**

Société par actions simplifiée au capital  
de 37 000 euros  
Commissaire aux comptes, membre de la Compagnie  
Régionale de Paris  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

**PROCOMPTA**

Société par actions simplifiée au capital  
de 560 000 euros  
Commissaire aux comptes, membre de la Compagnie  
Régionale de Besançon  
Valparc - 6, rue de Branche Comté  
BP 2058  
25 046 Besançon Cedex

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 mars 2018)

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

**FAYENCERIES DE SARREGUEMINES  
DIGOIN & VITRY-LE-FRANCOIS**  
SA au capital de 4 582 625 €  
5, rue du Helder  
75009 Paris

**I. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société FAYENCERIES DE SARREGUEMINES DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS S.A. relatif à l'exercice clos le 31 mars 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit.

## II. FONDAMENT DE L'OPINION

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## III. JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS - POINTS CLES DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

### *Evaluation des immeubles de placement*

#### Risques identifiés

Le Groupe FAYENCERIES DE SARREGUEMINES DIGOIN & VITRY-LE-FRANCOIS S.A. a opté pour la comptabilisation de ses immeubles de placement, qui constituent l'essentiel de ses immobilisations corporelles, selon le modèle de la juste-valeur, comme le prévoit la norme IAS40.

Selon ce modèle, il n'est pas pratiqué d'amortissement sur les immobilisations concernées et la variation de juste-valeur est comptabilisée en résultat sur la période au cours de laquelle elle se produit.

La direction s'assure lors de chaque exercice que la valeur de ses immeubles de placement figurant au bilan de la société et constituant l'essentiel de ses immobilisations corporelles, correspond à la

juste-valeur des actifs, qui ressort à 3.747 milliers d'euros au 31 mars 2018 sur un actif consolidé d'un montant total de 5.269 milliers d'euros.

Les méthodes appliquées par la société pour estimer la juste valeur des immeubles de placement sont présentées en note 1.1.1 et 1.4.1 de l'annexe.

Nous avons donc considéré l'évaluation des immeubles de placement des FAYENCERIES DE SARREGUEMINES DIGOIN & VITRY-LE-FRANCOIS comme un point clé de l'audit.

#### Notre réponse

Nous avons examiné la conformité de la méthodologie appliquée par la société aux normes comptables en vigueur.

Nous avons également effectué un examen critique des méthodes appliquées par la société pour estimer la juste valeur de ses immeubles de placement, par remontée aux expertises indépendantes menées sur les exercices antérieurs et, le cas échéant, au prix de cession effectivement constaté pour les actifs cédés entre la date de clôture et la date d'émission du présent rapport.

Enfin nous avons vérifié que les notes 1.1.1 et 1.4.1 donnaient une information appropriée.

#### **IV. VERIFICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE DONNEES DANS LE RAPPORT DE GESTION**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Directoire.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

En application de la loi, nous vous signalons qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais légaux.

#### **V. INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET REGLEMENTAIRES**

##### *Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société des FAYENCERIES DE SARREGUEMINES DIGOIN & VITRY-LE-FRANCOIS par l'Assemblée générale du 28 mars 2018, pour le cabinet Saint-Honoré BK&A et du 30 juin 2004 pour le cabinet PROCOMPTA.

Au 31 mars 2018, le cabinet Saint-Honoré BK&A était dans la 1<sup>ère</sup> année de sa mission sans interruption et le cabinet PROCOMPTA dans la 14<sup>ème</sup> année, dont respectivement 1 et 14 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

## VI. RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDES

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire.

## VII. RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDES

### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

### *Rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit*

Nous remettons un rapport au Conseil de surveillance, remplissant les fonctions du comité d'audit, qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

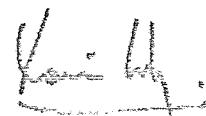
Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Besançon, le 19 mars 2019

Les commissaires aux comptes

SAINT-HONORE BE&A  
Membre de Saint-Honore Partenaires



Xavier Groslier

PROCOMPTA



Pierre-Alain Barthélémy

# FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.562.625 €

Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS

R.C.S. PARIS B 562 047 605

SIRET n°562 047 005 00349

## BILAN CONSOLIDE AU 31 MARS 2018

### ACTIF

(en milliers d'euros)

	Note	31 mars 2018			31 mars 2017
		BRUT	AMORT / PROV	NET	NET
Immobilisations incorporelles	4	12	7	5	5
Immobilisations corporelles IFRS	5	3 747	-	3 747	4 363
Immobilisations financières	6	30	-	30	30
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>3 769</b>	<b>7</b>	<b>3 762</b>	<b>4 418</b>
Impôts différés actif	19	-	-	-	-
<b>TOTAL ACTIF NON COURANT</b>		<b>3 789</b>	<b>7</b>	<b>3 782</b>	<b>4 418</b>
Avances et acomptes		-	-	-	-
Clients et créances rattachées	7	322	268	54	55
Immobilisations destinées à être cédées	5	23	-	23	180
Autres créances	8	146	-	146	273
Placements Financiers	9	-	-	-	-
Disponibilités	9	1 251	-	1 251	787
Compte de régularisation actif	10	12	-	12	13
<b>TOTAL ACTIF COURANT</b>		<b>1 755</b>	<b>268</b>	<b>1 486</b>	<b>1 307</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>5 544</b>	<b>275</b>	<b>5 269</b>	<b>5 725</b>

Saint-Honoré BK&A

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

140, rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 PARIS

SAS au capital de 37 000€

501 572 390 R.C.S. Paris



**FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.582.625 €

Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS

R.C.S. PARIS B 562 047 605

SIRET n°562 047 605 00349

**BILAN CONSOLIDE AU 30 MARS 2018****PASSIF**

(en milliers d'euros)

	Note	31 mars 2018	31 mars 2017
Capital		4 584	4 584
Prime émission		0	0
Réserves consolidées		3 222	3 620
Résultat exercice consolidé		-559	-398
Actions propres détenues		-2 503	-2 503
<b>CAPITAUX PROPRES DU GROUPE</b>	11	<b>4 744</b>	<b>5 303</b>
Provisions pour risques et charges	12.1	18	16
Provisions engagements retraite	12.2	0	7
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		<b>18</b>	<b>23</b>
<b>IMPOTS DIFFERES PASSIFS</b>	19	<b>310</b>	<b>139</b>
EMPRUNTS		0	0
<b>TOTAL PASSIF NON COURANT</b>		<b>5 073</b>	<b>5 465</b>
Dettes d'exploitation		102	154
Dettes diverses		93	105
<b>TOTAL PASSIF COURANT</b>	13	<b>195</b>	<b>259</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>5 268</b>	<b>5 724</b>

Saint-Honoré BK &amp; A

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

140, rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 PARIS

SAS au capital de 37 000 €

SRI 572 390 R.C.S. Paris

**FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.582.625 €

Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS

R.C.S. PARIS B 562 047 605

SIRET n°562 047 605 00349

**COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE AU 31 MARS 2018**

(en milliers d'euros)

	Ratio	31 mars 2018	31 mars 2017
Chiffre d'affaires net		0	0
Régularisation Chiffres d'affaires		0	0
Production stockée		0	0
		0	0
Reprise d'amortissements et provisions	16	9	147
Transferts de charges		0	0
Autres produits	15	13	13
<b>TOTAL PRODUITS</b>		<b>22</b>	<b>161</b>
Achats consommés		3	7
Autres achats et charges externes		225	304
Impôts et taxes		130	125
Frais de personnel		493	370
Dotation aux amortissements		0	2
Dotation aux provisions		2	16
Autres charges		3	4
<b>TOTAL CHARGES</b>		<b>857</b>	<b>828</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION COURANT</b>		<b>-835</b>	<b>-666</b>
Plus ou moins values de cession d'immobilisation	17.1	462	237
Dotation/reprise nette aux provisions pour risques et charges		0	0
Variation de valeur des immeubles de placement	5	-10	20
Produits non courants		0	0
Charges non courantes		12	24
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION NON COURANT</b>		<b>440</b>	<b>281</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>		<b>6</b>	<b>6</b>
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>		<b>-389</b>	<b>-435</b>
Reprise de provision pour actif en cours de cession		0	0
<b>RESULTAT AVANT IMPOTS</b>		<b>-389</b>	<b>-435</b>
Impôts sur les bénéfices / Exit Taxe	19.1	0	0
Provision pour impôts différés (variation)	16.7	-160	37
<b>RESULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES</b>		<b>-550</b>	<b>-398</b>
<b>RESULTAT REVENANT AUX ACTIONNAIRES EN EUROS PAR ACTION</b>			
- Résultat de base par action (part du groupe)		-4,91 €	-3,50 €
- Résultat dilué par action (part du groupe)		-4,91 €	-3,50 €
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RESULTAT GLOBAL</b>		<b>0</b>	<b>0</b>
<b>RESULTAT GLOBAL</b>		<b>-550</b>	<b>-398</b>

Saint-Honoré BK&A  
 Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
 140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
 75008 PARIS  
 SAS au capital de 37 000€  
 501 572 390 R.C.S. Paris

**FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.552.625 €

Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS

R.C.S. PARIS B 562 047 605

SIRET n°562 047 605 00349

**VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES AU 31 MARS 2018**

(en milliers d'euros)

**Variation des capitaux propres au 31 mars 2017**

	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Titres de l'entreprise	Total part du groupe
Capitaux propres au 01/04/2016	4 584	-	4 311	(890)	(2 503)	5 702
Affectation du résultat n-1			(600)	600		-
Autres						-
Résultat net de la période				(398)		(398)
Capitaux propres au 31/03/2017	4 584	-	3 621	(398)	(2 503)	5 303

**Variation des capitaux propres au 31 mars 2018**

	Capital	Primes	Réserves	Résultat de l'exercice	Titres de l'entreprise	Total part du groupe
Capitaux propres au 01/04/2017	4 584	-	3 621	(398)	(2 503)	5 303
Affectation du résultat n-1			(398)	398		-
Autres						-
Résultat net de la période				(559)		(559)
Capitaux propres au 31/03/2018	4 584	-	3 223	(559)	(2 503)	4 744

**Saint-Honoré PK&A**Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré

75006 PARIS

SAS au capital de 37 000 €  
501 572 390 R.C.S. Paris

**FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.582.625 €

Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS

R.C.S. PARIS B 562 047 605

SIRET n°562 047 605 00349

**TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES AU 31 MARS 2018**  
(en milliers d'euros)

<u>Flux de Trésorerie liés à l'activité</u>	<u>31.03.2018</u>	<u>31.03.2017</u>
Résultat net des sociétés intégrées	(559)	(338)
Élimination des charges et produits d'exploitation sans incidence sur la trésorerie	(278)	(420)
Variation des amortissements	-	3
Variation des provisions	2	(47)
Variation des provisions sur actif	-	(84)
Variation des impôts différés	172	(35)
Plus ou moins-values de cession	(452)	(231)
Variation de la valeur des immobilisations de placement	10	(20)
Résultat brut d'exploitation	(837)	(818)
Variation du besoin en fonds de roulement d'exploitation	54	559
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>(783)</b>	<b>(259)</b>
Autres encaissements et décaissements liés à l'activité		
Frais et Produits financiers	-	-
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence	-	-
Impôts sur les sociétés hors impôts sur les plus value de cession	2	2
<b>FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE</b>	<b>(781)</b>	<b>(257)</b>
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Acquisition d'immobilisations financières	-	-
Cession d'immobilisations	1 245	951
Cession des immobilisations financières	-	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>1 245</b>	<b>951</b>
Remboursement d'emprunts	-	-
Prêts et dépôts	-	-
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	-
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	-	-
Augmentations de capital en numéraire	-	-
<b>FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>Variation de trésorerie par les Flux</b>	<b>464</b>	<b>694</b>
Trésorerie d'ouverture	787	93
Trésorerie de clôture	1 251	787

Saint-Honoré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris

**FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS**  
 Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4.582.625 €  
 Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS  
 R.C.S. PARIS B 562 047 605  
 SIRET n°562 047 605 00349

## **ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2018**

### **PREAMBULE**

Depuis l'exercice de 15 mois du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 mars 2010 (décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 22 décembre 2009), l'exercice social de la société d'une durée de 12 mois commençant le 1<sup>er</sup> avril pour se terminer le 31 mars de l'année suivante.

Les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2018 ont été très exceptionnellement arrêtés par le Directoire le 6 novembre 2018 et ont été examinés par le Conseil de surveillance le 17 décembre 2018.

### **NOTE N° 1 – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES**

#### **1.1 – PRINCIPES GENERAUX**

Les comptes consolidés du groupe F.S.D.V. au 31 mars 2018 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne.

Le groupe a appliqué les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour l'exercice clos le 31 mars 2017.

Les nouveaux textes IFRS applicables obligatoirement pour les exercices ouverts au 1<sup>er</sup> janvier 2017 sont les suivants :

- Modification d'IAS 7 : Initiative concernant les informations à fournir sur l'Etat des flux de trésorerie
- Modification d'IAS 12 : Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes
- Améliorations annuelles 2004-2016

Ces textes sont sans incidence sur la présentation des comptes au 31 mars 2018.

#### **1.1.1 – Méthodes d'évaluation des actifs corporels :**

Dans le cadre de la 1<sup>ère</sup> adoption des normes IFRS, les terrains et constructions ont été évalués sur la base d'un rapport d'expertise établi par un cabinet de premier plan. Pour tenir compte de la situation spécifique de la plupart des biens – usines et terrains industriels situés dans des villes de taille moyenne, la pérennité n'étant pas assurée – une décote substantielle a été appliquée aux valeurs figurant dans le rapport d'expertise.

Les autres actifs corporels n'ont pas fait l'objet de modification dans la méthode d'évaluation.

Depuis la cession de la société SARREGUEMINES VAISSELLE, effective le 3 juillet 2009, la totalité des actifs immobiliers de la société sont considérés comme « Immeubles de Placement », et sont évalués selon le modèle de la juste valeur conformément à la possibilité offerte par l'IAS 40 au titre des normes IFRS.

Saint-Honoré RH&A  
 Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
 140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
 75008 PARIS  
 SAS au capital de 37 000 €  
 501 572 390 R.C.S. Paris

### 1.1.2 – Provisions pour indemnités de départ en retraite :

Les indemnités de départ en retraite (norme IAS 19 révisée) ont donné lieu jusqu'au 31 mars 2017 à la constitution d'une provision résultant du calcul de la valeur actuelle nette de ces prestations futures.

La seule personne concernée ayant fait valoir ses droits à la retraite le 30 septembre 2017, le montant existant a été réintégré dans les résultats de l'exercice.

## 1.2 - METHODES DE CONSOLIDATION

### 1.2.1 - La consolidation a été effectuée sur la base des situations semestrielles arrêtées au 31 mars 2018.

Les filiales du Groupe ont été consolidées en retenant la méthode de l'intégration globale, les sociétés étant sous contrôle exclusif de F.S.D.V.

Aucune différence de première consolidation n'apparaît au bilan consolidé, même sous forme résiduelle, les dates des prises de participation étant anciennes.

### 1.2.2 - Retraitement des comptes sociaux.

- Des éliminations sont effectuées sur toutes les transactions intra-groupes, les mouvements internes étant annulés, ainsi que les dettes et créances réciproques.
- Les actions d'autocontrôle et les actions propres détenues sont valorisées à leur valeur historique d'acquisition (février 1978) et figurent en déduction des capitaux propres consolidés
- Impôts différés : la situation fiscale latente résulte :
  - des impôts à payer ou payés d'avance, relatifs à certains produits ou charges inclus dans le résultat comptable d'un exercice, mais imposables ou déductibles fiscalement au cours d'exercices différents ;
  - des éliminations ou retraitements réalisés au cours des opérations de consolidation.

L'application des normes IFRS conduit à la constatation de plus-values latentes sur les biens immobiliers, ce qui entraîne la reconnaissance de passifs d'impôts différés.

L'incidence fiscale des reports déficitaires, compte tenu de l'absence probable de récupération de ces derniers sur les trois prochains exercices, n'est pas constatée en impôts différés actif.

1.2.3 - Les Lois de Finances n° 2011 – 1117 du 19 septembre 2011 et 2012 – 1509 du 29 décembre 2012 ont introduit des éléments nouveaux en matière d'Impôts Différés Passif, qui font l'objet d'un développement aux notes 1.B. et 19.2.

## 1.3 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Elles représentent la valeur des marques appartenant à la société.

#### 1.4 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

##### **1.4.1 - Les immobilisations corporelles sont évaluées :**

- à leur juste valeur pour les biens immobiliers (norme IAS 40 – note 1.1.1), les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat sur la période au cours de laquelle elles se produisent ;
- à leur valeur d'acquisition pour les autres immobilisations corporelles.

**1.4.2 -** Les biens immobiliers ne font pas l'objet d'amortissement. Les amortissements des autres immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire, en fonction des durées de vie moyenne suivantes

Matériel de bureau et informatique	5 ans
Mobilier	10 ans
Agencements et installations	10 ans

**1.4.3 -** Les immobilisations dont la vente est considérée comme hautement probable à la clôture de l'exercice sont présentées en Actif courant sous une rubrique distincte intitulée « Immobilisations destinées à être cédées » - voir Note n° 1.9 de l'annexe.

#### 1.5 - IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles sont constituées essentiellement de prêts et de dépôts et cautionnements.

Les prêts sont provisionnés lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité de non-remboursement.

#### 1.6 - CLIENTS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES CREANCES

Ils sont valorisés à leur valeur nominale et sont provisionnés lorsque la situation financière du débiteur fait apparaître un risque de non-règlement.

#### 1.7 - VALEURS MOBILIERES

Les valeurs mobilières figurent au bilan à leur valeur d'acquisition.

Pour les titres cotés, une provision est constituée pour ceux dont la valeur d'acquisition est supérieure à la valeur de marché.

#### 1.8 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET IMPÔTS DIFFÉRÉS

**1.8.1 -** L'impôt sur les bénéfices correspond à l'impôt dû par la société F.S.D.V., tête de groupe d'une intégration fiscale avec effet du 1<sup>er</sup> avril 2010. Cet impôt est corrigé de la fiscalité différée calculée selon la méthode du report variable, laquelle ne concerne que les décalages temporaires sur les retraitements de consolidation (voir Note n° 1.2.2).

##### **1.8.2 - Impôts Différés Passif**

L'application de :

- L'article 2 de la loi de finances rectificative n° 2011-1117 du 19 septembre 2011 en plafonnant à 1.000.000 € plus une quote-part des déficits reportables et de,
- L'article 24 de la loi de finance de 2013 en abaissant à 50% le plafond d'imputation des déficits reportables au-delà de 1.000.000 €,

**Saint-Honoré BK&A**

Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 395 R.C.S. Paris

peuvent entraîner, en cas de réalisation de plus-values de cession significatives sur un exercice, le paiement d'un impôt sur les sociétés, nonobstant l'existence de déficits reportables. Cette réglementation fiscale particulière conduit dans l'hypothèse d'une éventuelle cession de certains biens immobiliers de F.S.D.V., à ne constater qu'une partie des Impôts Différés Passif pourrait ne pas être couverte immédiatement par le montant des Impôts Différés Actif sur Déficit reportables et en conséquence, par mesure de prudence, à ne reconnaître au passif que cette fraction d'impôt différé.

Ce point est détaillé en note 19.2.

## 1.2 - PRESENTATION AU BILAN DES IMMOBILISATIONS DESTINEES A ETRE CEDEES

En cas d'existence à la clôture des comptes d'un compromis de vente ou de tout document équivalent et d'une certitude quant au financement par l'acquéreur, les immobilisations concernées sont transférées au poste « Immobilisations destinées à être cédées » pour leur prix de cession, les plus ou moins-values alors dégagées étant intégrées dans le résultat de la période.

## 1.10 - MODIFICATIONS APORTEES AUX METHODES COMPTABLES

Aucun changement de comptable n'est intervenu au cours de la période.

## NOTE N° 2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 2.1 - SOCIETE CONSOLIDANTE

NOM	FORME SOCIETE	SIERGE	N° SIREN	% INTERET	METHODE DE CONSOLIDATION
F.S.D.V.	S.A. Directoire et Conseil de Surveil.	5, rue du Helder 75009 PARIS	562 047 605	Société mère	IG

### 2.2 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

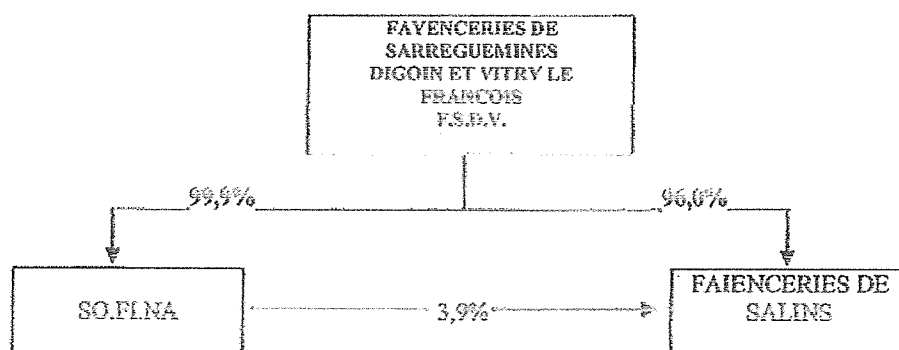
NOM	FORME SOCIETE	SIERGE	N° SIREN	% INTERET	METHODE DE CONSOLIDATION
FAIENCERIES DE SALINS	S.A.	5, rue du Helder 75009 PARIS	625 480 223	99,76%	IG
SOFINA	S.A.	5, rue du Helder 75009 PARIS	302 220 652	99,81 %	IG

IG - Intégration globale

Saint-Honoré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75006 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris



## 2.3 - STRUCTURE JURIDIQUE SIMPLIFIEE AU 31 MARS 2018



## 2.4- INTERETS MINORITAIRES

Il n'existe pas d'intérêts minoritaires, à l'exception des actions détenues par les Administrateurs des filiales (chiffre non significatif).

## NOTE N° 3 - FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2017-2018 ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

### 3.1 – CESSIONS IMMOBILIERES

Les cessions immobilières de la période ont porté sur :

- 1 maison ouvrière à Sarreguemines (57) et 1 petit immeuble à Digoïn (74) pour une valeur totale de 180 K€. Le classement de ces 2 actifs en immobilisations destinées à être cédées au 31 mars 2017 n'a dégagé aucune plus ou moins-value sur le semestre.
- 1 maison ouvrière et 5 terrains à Sarreguemines (57) pour une valeur totale de 1 065 K€ pour une plus-value de 462 K€.

Au 31 mars 2018, un compromis de vente portant sur une maison délabrée et fissurée était signé pour un montant de 23 K€ entraînant une moins-value de 10 K€.

### 3.2 – SITE DE L'ANCIENNE FAIENCERIE

Après :

- la décision conjointe des représentants de la Municipalité de Sarreguemines et des dirigeants de la société quant à une cession globale des 29,00 hectares du site industriel, à l'état de friches, et des terrains avoisinants pour un montant de 2 800 000 € HT intervenue en décembre 2016
- l'information en juin 2017 selon laquelle l'acquisition serait réalisée par l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL).

la période a été marquée par de longues avancées sur le projet d'acte initial, dont de nombreuses dispositions étaient susceptibles d'engager ultérieurement la responsabilité de F.S.D.V.

De plus, l'EPFL tardait à prendre position sur la demande de F.S.D.V. d'assujettir cette vente à la TVA, s'agissant de friches industrielles et de terrains classés en terrains à bâtir, disposition qui n'était pas prévue dans le projet d'acte initial.

Saint-Honoré HK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris

### **3.3 – COMPTABILITE DU GROUPE**

Le changement de Cabinet d'Expertise Comptable, à la suite de la constatation de l'absence de fiabilité du précédent, s'avère être une décision positive.

Cependant :

- les difficultés à reprendre le fichier des immobilisations, tant en valeurs comptables qu'en normes IFRS – l'ancien Cabinet n'ayant pas, malgré les mises en demeure faites, restitué le fichier qui lui avait été confié,
- le temps pour rattraper le retard dans la saisie des écritures comptables apporté par cet ancien Cabinet,
- et, enfin le temps consacré par les dirigeants de la société à l'avancée de la cession du site des Faïenceries,

expliquent que le retard apporté à l'arrêté des comptes semestriels du Groupe n'ait pu être totalement résorbé au 31 mars 2018.

### **3.4 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE CLOS AU 31 MARS 2018 ET PERSPECTIVES D'AVENIR**

#### **3.4.1 – CONTROLE DE TVA**

A la suite :

- d'une demande de remboursement de crédit de TVA déposée en juin 2016
- du remboursement de ce crédit en décembre 2016 à hauteur de 336 K€,

F.S.D.V. était informée en janvier 2018 d'un contrôle de TVA portant sur les exercices 2015, 2016 et 2017.

Le contrôle s'est achevé en juin 2018 sans rectification ni demande de remboursement.

#### **3.4.2 – CESSIION DU SITE DES FAÏENCERIES**

- a. Pendant toute la période postérieure au 30 septembre 2017, de nombreux échanges et propositions de rédaction circulaient entre les Notaires, la société F.S.D.V., les dirigeants de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine d'une part, la Municipalité de Sarreguemines d'autre part, afin de parvenir à l'établissement d'un acte de vente acceptable par les deux parties et dans lequel les intérêts de F.S.D.V. soient protégés.

Une ultime réunion entre toutes les parties prenantes en mai 2018 permettait de mettre un point final à la rédaction de l'acte de vente.

- b. La position de l'Administration fiscale prise en juin 2018, confirmant l'assujettissement de F.S.D.V. à la TVA et l'absence de rectification sur les opérations des exercices précédents emportait l'adhésion de l'EPFL quant au fait d'assujettir à la TVA la cession du site des Faïenceries.

L'acte de vente définitif du site était signé le 20 juillet 2018 pour un montant de 2 800 000 € HT, soit 3 360 000 € TTC, les fonds étant versés en août 2018.

# ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS – BILAN AU 31 MARS 2018

## ACTIF

### NOTE N° 4 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En milliers d'Euros	31.03.2017	Augmentations	Diminutions	31.03.2018
• ETUDE VALORISATION SITE FAÏENCERIES	1	-	-	1
• CONCESSIONS ET DROITS	5	-	-	5
• AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6	-	-	6
VALEURS BRUTES	12	-	-	12
AMORTISSEMENTS	7	-	-	7
VALEURS NETTES	5	-	-	5

### NOTE N° 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

#### TABEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Valeur au 31.03.2017 (IFRS)	Acquisitions Cessions	Réévaluation/ Dépréciat°	Transfert (Vol. IFRS)	Valeur au 31.03.2018 (IFRS)	Valeur de cession des biens cédés
<u>1. Terrains et constructions</u>						
• à Sarreguemines	3 667	-603	-	-33	3 031	1 065
• à Vitry le François	526	-	-	-	526	
• à Digne	190	-	-	-	190	
• à Selins	-	-	-	-	-	
S/T terrains et constructions	4 383	-603	-	-	3 747	1 065
<u>2. Autres immobilisations corporelles</u>	-	-	-	-	-	-
Total immobilisations corporelles	4 383	-603	-	-	3 747	1 065
<u>3. Immobilisations destinées à être Cédées (1)</u>						
• Cession et renouvellement maisons couvertes	186	-186	-186	33	23	186

(1) – Voir note 1.9 – Présentation au bilan des Immobilisations destinées à être cédées.

### NOTE N° 6 - AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

En milliers d'Euros	31.03.2017	Augmentation	Diminution	31.03.2018
PRETS	0	-	-	0
DEPOTS CAUTIONNEMENTS	30	-	-	30
VALEURS BRUTES	30	-	-	30
(DEPRECIATIONS)	(0)	-	-	(0)
VALEURS NETTES	30	-	-	30

Saint-Honoré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris

## NOTE N° 7- CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

## Analyse du poste Clients et des provisions correspondantes

En K€	Au 31 mars 2017			Variation		Au 31 mars 2018		
	Créance	Prov.	Créance nette	Créance	Prov.	Créance	Prov.	Créance nette
SB CERAMIC (ex Lecico France)	260	(217)	43	-	-	260	(217)	43
Faïence et Cristal de France	6	(5)	1	-	-	6	(5)	1
Servogemmes Vaiselle	49	(41)	8	-	-	49	(41)	8
Dudson French Holding	10	(9)	1	(10)	9	-	-	-
Autres	7	(5)	2	-	-	7	(5)	2
<b>TOTAL</b>	<b>332</b>	<b>(277)</b>	<b>55</b>	<b>(10)</b>	<b>9</b>	<b>322</b>	<b>(268)</b>	<b>54</b>

## NOTE N° 8 - AUTRES CREANCES

En milliers d'Euros	31.03.2017	VARIATION NETTE	31.03.2018
AUTRES CREANCES	273	(127)	146 (1)
<b>TOTAL</b>	<b>273</b>	<b>(127)</b>	<b>146</b>

(1) Le solde des autres créances est principalement constitué des soldes débiteurs de TVA.

## NOTE N° 9 - TRESORERIE

En milliers d'Euros	31.03.2017	VARIATION NETTE	31.03.2018
PLACEMENTS FINANCIERS			
DISPONIBILITES	787	464	1 251
<b>TOTAL</b>	<b>787</b>	<b>464</b>	<b>1 251</b>

## NOTE N° 10 - COMPTE DE REGULARISATION ACTIF

En milliers d'Euros	31.03.2017	31.03.2018
Autres charges comptabilisées d'avance	13	12

Saint-Honoré BK&A  
 Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
 140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
 75008 PARIS  
 SAS au capital de 37 000€  
 501 572 390 R.C.S. Paris

## BALANCE

### NOTE N° 11 - FONDS PROPRES CONSOLIDÉS

En milliers d'Euros	NOMBRE D'ACTIONS	CAPITAL	RESERVES CONSOLIDÉES	FONDS PROPRES CONSOLIDÉS
SITUATION NETTE NON RETRAITEE AU 31.03.2017	150.259	4.583	3.222	7.805
ACTIONS D'AUTO-CONTROLE DETENUES	(36.559) <sup>Ⓔ</sup>		(2.503)	(2.503)
SITUATION NETTE RETRAITEE AU 31.03.2017	113.691	4.583	719	5.303
Reprise provision réglementaire				
RESULTAT DE LA PERIODE			(559)	(559)
SITUATION NETTE AU 31.03.2018	113.691	4.583	160	4.744

Ⓔ Se répartissant en : 28.559 actions F.S.D.V. détenues par SOFINA  
8.000 actions propres détenues par F.S.D.V.

Le montant de 2.503 K€ représentant la valeur de détention des actions propres détenues exclut l'incidence de la plus-value réalisée lors de l'apport de ces actions par les FAIENCERIES DE LUNEVILLE, BADONVILLER et SAINT CLEMENT à SOFINA en 1985, opération rendue obligatoire à la suite de la fusion – absorption par F.S.D.V. en décembre 1984 de la COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIERE DE CERAMIQUE (CIFIC) -- à l'époque maison mère des FAIENCERIES DE LUNEVILLE, BADONVILLER et SAINT CLEMENT.

### NOTE N° 12 – PROVISIONS

#### NOTE N° 12.1 - PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers d'Euros	31.03.2017	Dotations	Reprise	31.03.2018
CONTENTIEUX	16	2		18
CHARGES				
TOTAL (1)	16			18

#### NOTE N° 12.2 - PROVISION POUR ENGAGEMENTS DE RETRAITE

En milliers d'Euros	31.03.2017	Dotation	Reprise	31.03.2018
ENGAGEMENT RETRAITE	7	-	7	-

La seule personne concernée ayant fait valoir ses droits à la retraite le 30 septembre 2017, la provision a été reprise et consommée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018.

Saint-Honoré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris

## NOTE N° 13 - PASSIF COURANT

En milliers d'Euros	31.03.2017	VARIATION NETTE	31.03.2018
FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	154	(52)	102
DETTES FISCALES ET SOCIALES	96	(14)	82
AUTRES DETTES ET DIVERS	9	2	11
	260	(64)	196

## NOTE N° 14 - ENGAGEMENTS HORS BILANS

En milliers d'Euros	31.03.2017	Augmentation	Diminution	31.03.2018
CAUTIONS ET GARANTIES RECUES	0	-	-	0
CAUTIONS ET GARANTIES DONNEES	0	-	-	0

## ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

### COMPTE DE RESULTAT

NOTE N° 15 - CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDES HORS TAXES ET AUTRES PRODUITS

(En K€)	du 01.04.2017 au 31.03.2018	du 01.04.2016 au 31.03.2017	Variation	
			Montant A/B	% B
Chiffre d'affaires consolidé	-	-		
Autres produits	13	13		
<b>Total</b>	<b>13</b>	<b>13</b>		

Les autres produits correspondent principalement aux loyers perçus sur les maisons occupées non encore cédées.

NOTE N° 16 – DOTATIONS ET REPRISES / AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS EXPLOITATION

En milliers d'€uros	31.03.2017	Dotations	Reprises / Sorties immobilisations	31.03.2016
1. Amortissements (net)	7	-	-	7
2. Provisions				
. Clients	277	-	(9)	268
. Risques et charges	16	2	-	18
. Engagements de retraite	7	-	(7)	-
<b>Total Provisions</b>	<b>300</b>	<b>2</b>	<b>(16)</b>	<b>286</b>

La reprise de provision pour engagement de retraite a été déduite des frais de personnel au compte de résultat consolidé.

NOTE N° 17 - RESULTAT NON COURANT

Le résultat non courant est bénéficiaire de 440 K€ et s'analyse principalement comme suit :

17.1 – Plus-value sur cessions d'actifs immobiliers

. Prix de cession (1)	1 245 K€
. Valeurs IFRS au 31 mars 2017 (1)	(783) K€
<b>. Plus-values de cessions au 31 mars 2018</b>	<b>462 K€</b>

(1) Dont 160 K€ de produits sur immobilisations réévaluées au 31 mars 2017

17.2 – Variation de valeur des immeubles de placement

Compte tenu de la signature d'un compromis de vente avant le 31 mars 2018, une variation de valeur des immeubles de placement a été constatée au 31 mars 2018 à hauteur de -10 K€ (pour une cession effective le 13 avr 2018).

Saint-Honoré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris

## NOTE N° 18 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

**18.1 - F.S.D.V. a formé avec ses principales filiales françaises un groupe fiscalement intégré (Article 223 A et suivants du C.G.I. avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 2000, renouvelé les 1<sup>er</sup> janvier 2005, 1<sup>er</sup> avril 2010 et 1<sup>er</sup> avril 2015).**

Les déficits fiscaux reportables ne sont pas constatés en impôts différés actifs, compte tenu de leur montant et de l'absence probable de leur récupération sur les trois prochains exercices (note 1.2.2).

Les Impôts Différés Actif et Impôts Différés Passif font l'objet d'une compensation et n'apparaissent donc pas au bilan consolidé lorsqu'ils sont de même montant.

## NOTE N° 19 - IMPOTS DEFERES

**19.1 - Montant des reports déficitaires en intégration fiscale.**

Montants cumulés au 31 mars 2018 des déficits ordinaires en intégration fiscale : **21 M€**

**19.2 - Incidence des Lois de Finances n° 2011-1117 du 16 septembre 2011 et 2012-1503 du 28 décembre 2012.**

Comme mentionné dans les notes 1.2.3 et 1.6, ces Lois de Finances ont une incidence sur le montant des Impôts Différés Passif.

En effet, un bien immobilier propriété de F.S.D.V. a une valeur vénale (normes IFRS) dépassant de plus de un million d'euros (1.000.000 €) sa valeur nette comptable. Dans l'hypothèse d'une cession en totalité de ce bien, le plafonnement du report en avant des déficits reportables à 1.000.000€ majoré de 50% du solde de la plus-value fiscale trouverait application. Ce terrain, dénommé « Usine et Ferme » est celui sur lequel est située l'ancienne exploitation du site de Sareguemines.

La différence entre sa valeur vénale (norme IFRS) et sa valeur comptable conduit à constater, compte tenu de la cession effective réalisée postérieurement à la clôture de l'exercice, une plus-value de 2 010 K€ dans les comptes consolidés augmentée d'une réserve de réévaluation de 1 206 K€ dans les comptes sociaux, soit une plus-value imposable de 3 216 K€.

Le plafonnement du report en avant des déficits conduit, par prudence, à laisser apparaître au bilan un poste Impôts Différés Passif non couvert par les actifs sur déficits reportables existants calculé comme suit :

• Plus-value latente	3 216 K€
• Plafonnement du report en avant (1 <sup>ère</sup> étape)	(1 000) K€
Sous-total :	2 216 K€
• Plafonnement du report en avant (2 <sup>ème</sup> étape)	
2 216 K€ x 50% :	(1 108) K€
• Plus-value latente imposable	1 108 K€
• Impôts différés à comptabiliser	
1.108 K€ * 28% :	310 K€

### IMPOTS DEFERES ACTIF

s/engagement de retraite 0 K€

### IMPOTS DEFERES PASSIF

s/estimation en juste valeur des actifs immobiliers 310 K€

soit un Impôt Différé Passif net de **310 K€ (+172 K€ par rapport au 31 mars 2017).**

Saint-Honoré BK&A  
Société d'exercices comptables et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris



## NOTE N° 20 - RETRAITEMENTS DE CONSOLIDATION

En milliers d'Euros	31.03.2018	31.03.2017
RESULTATS SOCIAUX DES SOCIETES CONSOLIDEES	303	79
ANNULATION ECART DE REEVALUATION SUITE CESSION	(59)	-
MOUVEMENTS DE PROVISIONS / REPRISE POUR DEPRECIATION DES TITRES	94	158
RETRAITEMENT DES BIENS FINANCES PAR CREDIT- BAIL/SANS INCIDENCE SUR NORMES IFRS	-	-
IMPOTS DIFFERES	(172)	35
VARIATION PROVISION RETRAITE PERSONNEL	7	-
DIFFERENCE PV COMPTABLE ET PV NORMES IFRS (montant net)	(723)	(697)
REEVALUATION IMMOBILISATIONS NORMES IFRS	(10)	20
ANNULATION DOTATION AMORTISSEMENTS / PROVISION (NORME IAS 40)	-	7
DIVERS	-	-
RESULTAT CONSOLIDE	(559)	(398)

## NOTE N° 21 – EFFECTIF

Effectif moyen employé au cours de l'année.

	2018	2017
Cadres	2	2
Employés, Agents de Maîtrise	1	1
<b>TOTAL</b>	<b>3</b>	<b>3</b>

## NOTE N° 22 - REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

	1/04-31/03/2018	1/04-31/03/2017
• Rémunérations versées aux membres composant les organes d'Administration, de Direction et de Surveillance des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation	331 K€	222 K€
• Jetons de présence attribués aux membres du Conseil	3 K€	3 K€

## NOTE N° 23 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les événements postérieurs à la clôture du semestre ont été exposés dans la note 3 – Faits marquants de l'exercice.

Saint-Honoré BK&A  
 Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
 140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
 75008 PARIS  
 SAS au capital de 37 000€  
 501 572 390 R.C.S. Paris

## NOTE N° 24 – TABLEAU DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

	2017 – 2018 PROCOMPTA	2016 – 2017 PROCOMPTA	2017 – 2018 ST HONORE PARTENAIRES	2016 – 2017 PWC AUDIT
1. Contrôle légal des comptes consolidés	10 000	8 000	13 500	13 500
Maison mère				
Filiales	2 640	3 000		
2. Honoraires au titre des autres prestations	-	Néant	-	Néant
3. Honoraires au titre des nouveaux rapports du Comité d'Audit	1 625		1 625	
TOTAL	14 265	11 000	15 125	13 500

Saint-Honoré BK&A  
 Société d'expertise comptable et de conseil aux entreprises  
 140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
 75008 PARIS  
 SAS au capital de 37 000€  
 501 572 390 R.C.S. Paris

**FAYENCERIES DE SARREGUEMINES**  
**DIGOIN & VITRY-LE-FRANCOIS**  
au capital de 4 582 625 €  
5, rue de Molder  
75009 Paris

---

Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 mars 2018

**Saint-Honoré BK&A**

Société par actions simplifiée au capital  
de 37 000 euros  
Commissaire aux comptes, membre de la Compagnie  
Régionale de Paris  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 Paris

**PROCOMPTA**

Société par actions simplifiée au capital  
de 560 000 euros  
Commissaire aux comptes, membre de la Compagnie  
Régionale de Besançon  
Valparc - 6, rue de Franche Comté  
BP 2058  
25 046 Besançon Cedex

**Rapport des Commissaires aux Comptes  
sur les comptes annuels**

(Exercice clos le 31 mars 2018)

Mesdames et Messieurs les actionnaires,

**PAYENCERIES DE SARREGUEMINES  
DIGOIN & VITRY-LE-FRANCOIS**  
SA au capital de 4 582 675 €  
5, rue du Helder  
75009 Paris

**I. OPINION**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société **PAYENCERIES DE SARREGUEMINES DIGOIN & VITRY-LE-FRANCOIS S.A.** relatifs à l'exercice clos le 31 mars 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit.

## II. FONDEMENT DE L'OPINION

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> avril 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n°537/2014 ou par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## III - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS - POINTS CLÉS DE L'AUDIT

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant.

Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### *Evaluation des titres de participation*

#### Risque identifié

Les titres de participation et actions propres, figurant au bilan au 31 mars 2018 pour un montant net de 3.270 milliers d'euros, représentent un des postes les plus significatifs du bilan. Ils sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'utilité représentant ce que la société accepterait de décaisser pour les obtenir si elle avait à les acquérir.

Comme indiqué dans la note 1.4 de l'annexe, la valeur d'utilité est estimée par la direction sur la base de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité.

L'estimation de la valeur d'utilité de ces titres requiert l'exercice du jugement de la Direction dans son choix des éléments à considérer, notamment les éléments prévisionnels (flux de trésorerie futurs actualisés tenant compte des perspectives de rentabilité).

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, notamment la probabilité de réalisation des prévisions, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

#### Notre réponse

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à :

- obtenir les prévisions de flux de trésorerie des entités concernées établies par les directions opérationnelles, et apprécier leur cohérence avec les données prévisionnelles issues des derniers plans stratégiques, établis sous le contrôle de la Direction générale pour chacune de ces activités et approuvées, le cas échéant, par le Directoire ;
- apprécier la cohérence des hypothèses retenues, notamment, le taux de croissance des flux projetés et, vérifier le taux d'actualisation appliqué dans ses différentes composantes.

Enfin nous avons vérifié le caractère approprié des informations données en note 1.4 de l'annexe aux comptes annuels.

#### **IV - VERIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX ACTIONNAIRES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

#### Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les autres documents adressés au Directoire sur la situation financière et les comptes annuels.

#### Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Directoire de la société sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L. 225-37-3 et L. 225-37-4 du Code de commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou

avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

#### Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

En application de la loi, nous vous signalons également qu'en raison de la réception tardive de certains documents, nous n'avons pas été en mesure d'émettre le présent rapport dans les délais légaux.

#### V - INFORMATIONS RESULTANT D'AUTRES OBLIGATIONS LEGALES ET RECOMMANDATAIRES

##### *Désignation des commissaires aux comptes*

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société des FAYENCERIES DE SARREGUEMINES DIGOIN & VITRY-LE-FRANCOIS par l'Assemblée générale du 28 mars 2018, pour le cabinet Saint-Honoré BK&A et du 30 juin 2004 pour le cabinet PROCOMPTA.

Au 31 mars 2018, le cabinet Saint-Honoré BK&A était dans la 1ère année de sa mission sans interruption et le cabinet PROCOMPTA dans la 14ème année, dont respectivement 1 et 14 années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

#### VI - RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Directoire.

## VII - RESPONSABILITES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;



- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### ***Rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit***

Nous remettons un rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.


Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournisons également au Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.822-10 à L.822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Conseil de surveillance remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Besançon, le 19 mars 2019

Les commissaires aux comptes

**SAINT-HONORE BK&A**  
Membre de Saint-Honoré Partenaires



Xavier Grosjean

**PROCOMPTA**



Pierre-Alain Barthélémy

# Bilan Actif

	Du 01/04/2017 au 31/03/2018		Au 31/03/2015	
Capital souscrit non appelé				
<b>Actif Immobilisé</b>				
<i><b>Immobilisations incorporelles</b></i>				
Frais d'établissement	890	890		
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	5 000		5 000	5 000
Fonds commerciaux				
Autres immobilisations incorporelles	6 253	6 253		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
<i><b>Immobilisations corporelles</b></i>				
Terrains	1 763 468	382 258	1 381 210	1 441 591
Constructions	4 798 067	4 798 067		( 0)
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	28 121	28 121		
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<i><b>Immobilisations financières</b></i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	3 333 561	436 949	2 896 612	2 908 061
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés	793 954	420 872	373 082	391 098
Prêts				
Autres immobilisations financières	30 324		30 324	30 324
<b>TOTAL (II)</b>	<b>10 759 639</b>	<b>6 073 411</b>	<b>4 686 228</b>	<b>4 776 075</b>
<b>Actif circulant</b>				
<i><b>Stocks et en-cours</b></i>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	18 090		18 090	18 935
<i><b>Créances</b></i>				
Clients et comptes rattachés	315 890	263 238	52 651	54 055
Autres	141 299		141 299	266 301
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i><b>Valeurs mobilières de placement</b></i>				
Actions propres				
Autres Titres				
<i><b>Instrument de Trésorerie</b></i>				
Disponibilités	1 230 094		1 230 094	756 513
Charges constatées d'avance	11 975		11 975	12 873
<b>TOTAL (III)</b>	<b>1 717 348</b>	<b>263 238</b>	<b>1 454 109</b>	<b>1 108 677</b>
Frais d'émission d'emprunts à évaluer (III)				
Primes de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion actif (V)				
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>1 717 348</b>	<b>263 238</b>	<b>1 454 109</b>	<b>1 108 677</b>

## Bilan Passif

	Du 01/04/2017 Au 31/03/2018	Du 01/04/2016 Au 31/03/2017
<b>Capitaux Propres</b>		
Capital social en individuel versé 4 582 625	4 582 625	4 582 625
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation	1 205 912	1 264 799
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	458 109	458 109
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves		
Report à nouveau	(2 311 827)	(2 469 674)
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	372 350	157 848
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>	<b>3 925 159</b>	<b>3 925 159</b>
<b>Autres fonds propres</b>		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
<b>TOTAL FONDS PROPRES</b>		
<b>Provisions pour risques et charges</b>		
Provisions pour risques	18 090	16 212
Provisions pour charges		
<b>TOTAL PROVISIONS</b>	<b>18 090</b>	<b>16 212</b>
<b>Emprunts et dettes</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	50	698
Emprunts et dettes financières diverses	1 615 000	1 615 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	109 757	145 999
Dettes fiscales et sociales	80 269	104 508
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	10 002	8 638
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 814 018</b>	<b>1 874 843</b>
Ecart de conversion passif (IV)		
<b>TOTAL GENERAL PASSIF (I+IV)</b>	<b>6 140 337</b>	<b>5 804 753</b>

**Saint-Honoré BE&A**  
*Société d'exercices comptables et de commissariat aux comptes*  
 146, rue du Faubourg Saint-Honoré  
 75008 PARIS  
 SAS au capital de 37 000€  
 501 872 390 R.C.S. Paris

**IDEC**

## Compte de résultat de l'exercice

	Exercice N			Exercice N-1
	France	Exportations	Total	Total
<b>Produits d'exploitation</b>				
Ventes de marchandises				
Production Bienes				
vendue Services	250		250	250
Chiffres d'affaires net	250		250	250
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			8 715	147 182
Autres produits			8 962	13 294
			17 677	160 476
<b>Charges d'exploitation</b>				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)				
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			238 039	306 055
Impôts taxes et versements assimilés			129 875	124 715
Salaires et traitements			358 391	261 925
Charges sociales			122 784	108 192
<b>Dotations d'exploitation</b>				
Sur immobilisations	- dotations aux amortissements			9 673
	- dotations aux provisions			
Sur actif circulant : dotations aux provisions				
Pour risques et charges : dotations aux provisions			1 876	16 212
Autres charges			2 215	4 020
			4 091	25 905
<b>Total des charges d'exploitation (4) (II)</b>			353 182	830 792
<b>1 - Résultat d'exploitation (4-I)</b>			835 255	670 066
Opérations faites en commun				
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
<b>Produits financiers</b>				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			6 245	
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement				
			6 245	
<b>Charges financières</b>				
Dotations financières aux amortissements et provisions			29 465	86 878
Intérêts et charges assimilées			12 386	275
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
			41 851	87 153
<b>2 - Résultat courant avant impôt (I+III+IV+V+VI)</b>			893 650	757 113
<b>3 - Résultat courant après impôt (I+III+IV+V+VI)</b>			893 650	757 113

Saint-Honoré BK & A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
146, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris

IDEC

## Compte de résultat de l'exercice (suite)

	Exercice N	Exercice N-1
<b>Produits exceptionnels</b>		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		365
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 306 456	934 093
Reprises sur provisions et transferts de charges		
<b>Total des produits exceptionnels (IV) (V+VI)</b>	<b>1 306 456</b>	<b>934 458</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	4 503	21 503
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	60 382	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Participation des salariés au résultat de l'entreprise (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-1 640	-2 091
<b>Total des produits (I+III+V+VII)</b>	<b>1 330 628</b>	<b>1 095 204</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VIII)</b>	<b>64 885</b>	<b>21 503</b>
<b>Des Bénéfices ou Perte (Total des produits - Total des charges)</b>	<b>1 265 743</b>	<b>1 073 701</b>

Saint-Honoré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 17 000 €  
501 572 390 R.C.S. Paris

## Annexe

### Préambule

Depuis l'exercice de 15 mois du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 mars 2010 (décision de l'Assemblée générale extraordinaire du 22 décembre 2009), l'exercice social de la société d'une durée de 12 mois commence le 1<sup>er</sup> avril pour se terminer le 31 mars de l'année suivante.

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/03/2018 dont le total est de 6 140 337 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de 372 350 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/04/2017 au 31/03/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

### Notes 1 - Règles & méthodes comptables

#### 1.1 Principes généraux

Les états financiers ont été établis en conformité avec le Plan Comptable Général, tel que défini et précisé à travers le Règlement ANC (« l'Autorité des Normes Comptables ») n° 2016-07 du 4 novembre 2016.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence de méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

#### 1.2 Immobilisations incorporelles

Elles représentent la valeur des logiciels et marques, propriété de la société.

#### 1.3 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan, soit :

- pour leur valeur d'origine ;
- pour les immobilisations acquises antérieurement au 31 décembre 1976, à leur valeur réévaluée à cette date, selon les dispositions de la loi 76-1232 du 29 décembre 1976 ;
- pour les immobilisations apportées lors de l'absorption de la C.I.F.I.C. à leur valeur d'apport selon la Convention de fusion du 14 novembre 1984.

Les principales méthodes d'amortissements pratiquées sont les suivantes :

**Saint-Honoré BK&A**  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 600€  
591 572 350 R.C.S. Paris

	Durée	Amortissements Comptables Economiquement Justifiés	Fiscalement Pratiqués
Construction	15 ou 20 ans	Linéaire	L ou D
Matériel et Outillage Industriel	5 ans	Linéaire	L ou D
Matériel de transport	4 ans	Linéaire	L ou D
Matériel de Bureau et Informatique	5 ans	Linéaire	L ou D
Mobilier	10 ans	Linéaire	L ou D
Agencement et Installations	10 ans	Linéaire	L ou D

Sont considérées comme dérogatoires les écarts entre les amortissements calculés selon le mode dégressif et les amortissements calculés selon le mode linéaire.

Au 31 mars 2018, les immobilisations corporelles hors terrain sont totalement amorties.

#### 1.4 Immobilisations financières

1.4.1 - Les titres de participation sont comptabilisés pour leur valeur d'origine (coût d'acquisition ou d'apport), à l'exception de ceux ayant donné lieu à la réévaluation prévue par la loi 76.12.32 du 29 décembre 1976.

Si ces valeurs sont supérieures à leur valeur d'utilité, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence. La valeur d'utilité est déterminée pour chaque ligne de titres, en fonction de l'actif net réévalué de la filiale, de ses perspectives de rentabilité ou de réalisation, de l'évolution du secteur économique à l'intérieur duquel elle opère et de la place qu'elle occupe dans ce secteur.

1.4.2 - La valeur d'utilité des actions propres détenues est définie comme la plus élevée des deux valeurs suivantes:

- cours moyen de bourse des trois derniers mois précédents la date de clôture ;
- actif net consolidé de l'exercice précédent, déduction faite des actions d'auto-contrôle détenues évaluées à leur coût d'acquisition, rapporté au nombre d'actions formant le capital sous déduction du nombre d'actions d'auto-contrôle.

1.4.3 - Les dépôts et cautionnements sont constitués essentiellement de loyers payés d'avance.

#### 1.5 Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières figurent au bilan à leur valeur d'acquisition.

Pour les titres cotés, une provision est constituée pour ceux dont la valeur d'acquisition est supérieure au cours moyen de bourse du dernier mois.

#### 1.6 Autres créances

Les « créances clients » et « autres créances » font l'objet d'une analyse individuelle et une provision pour dépréciation est constituée en fonction du risque de non-recouvrement estimé.

#### 1.7 Résultat exceptionnel

Les produits et charges relevant du résultat exceptionnel incluent les éléments extraordinaires, ceux non récurrents, ainsi que les éléments qualifiés d'exceptionnels dans leur nature par le droit comptable (résultats sur cession d'éléments d'actif)



## **NOTE N° 2 - FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 2017-2018 ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE**

### **2.1 Cessions immobilières**

Au cours de l'exercice, la vente de 2 maisons ouvrières et d'un petit immeuble totalement amorti ainsi que de 5 terrains a été réalisée pour un montant de 1 245 K€..

### **2.2 Comptabilité du groupe**

Le changement de Cabinet d'Expertise Comptable, à la suite de la constatation de l'absence de fiabilité du précédent, s'avère être une décision positive.

Cependant :

- les difficultés à reprendre le fichier des immobilisations, tant en valeurs comptables qu'en normes IFRS – l'ancien Cabinet n'ayant pas, malgré les mises en demeure faites, restitué le fichier qui lui avait été confié,
- le temps pour rattraper le retard dans la saisie des écritures comptables apporté par cet ancien Cabinet,
- et, enfin le temps consacré par les dirigeants de la société à l'avancée de la cession du site des Faïenceries,

expliquent que le retard apporté à l'arrêté des comptes semestriels du Groupe n'ait pu être totalement résorbé au 31 mars 2018.

### **2.3 Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice et perspectives d'avenir**

#### **2.3.1 – Contrôle de TVA**

A la suite :

- d'une demande de remboursement de crédit de TVA déposée en juin 2016
- du remboursement de ce crédit en décembre 2016 à hauteur de 336 K€,

F.S.D.V. était informée en janvier 2018 d'un contrôle de TVA portant sur les exercices 2015, 2016 et 2017. Le contrôle s'est achevé en juin 2018 sans rectification ni demande de remboursement.

#### **2.3.2 – Cession du site des faïenceries**

a. Pendant toute la période postérieure au 30 septembre 2017, de nombreux échanges et propositions de rédaction circulaient entre les Notaires, la société F.S.D.V., les dirigeants de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine d'une part, la Municipalité de Sarreguemines d'autre part, afin de parvenir à l'établissement d'un acte de vente acceptable par les deux parties et dans lequel les intérêts de F.S.D.V. soient protégés.

Une ultime réunion entre toutes les parties prenantes en mai 2018 permettait de mettre un point final à la rédaction de l'acte de vente.

b. La position de l'Administration fiscale prise en juin 2018, confirmant l'assujettissement de F.S.D.V. à la TVA et l'absence de rectification sur les opérations des exercices précédents emportait l'adhésion de l'EPFL quant au fait d'assujettir à la TVA la cession du site des Faïenceries.

L'acte de vente définitif du site était signé le 20 juillet 2018 pour un montant de 2 800 000 € HT, soit 3 360 000 € TTC, les fonds étant versés en août 2018.

## NOTE N° 3 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

(en milliers d'€)	31.03.2017	Augmentations	Diminutions	31.03.2018
BREVETS, MARQUES	5			5
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	7			7
VALEURS BRUTES	12			12
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	(7)			(7)
VALEURS NETTES	5			5

## NOTE N° 4 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

(en milliers d'€)	31.03.2017	Augmentations	Ajustements / Diminutions	Cessions	31.03.2018
TERRAINS (valeur brute)	1 824			(60)	1 764
DEPRECIATION	(382)				(382)
TERRAINS (valeur nette)	1 442				1 382
CONST. ET AGENC.	4 857			(31)	4 826
AMORTISSEMENTS	(4 857)		31		(4 826)
CONST. ET AGENC.	-				-
VALEURS NETTES	1 442		31	(31)	1 382

Saint-Monré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Monré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 350 R.C.S. Paris

NOTE N° 5 – IMMOBILISATIONS FINANCIERES

(en milliers d'€)	31.03.2017	Augmentation	Diminution	31.03.2018
PARTICIPATIONS (1)	3 334			3 334
PRETS				
IMMO.FINANCIERES (2)	824			824
<b>VALEURS BRUTES</b>	<b>4 158</b>			<b>4 158</b>
Provision / dépréciation				
PARTICIPATIONS (1)	(425)	(11)		(437)
PRETS				
IMMO.FINANCIERES (2)	(403)	(18)		(421)
<b>PROV / DEPRECIATION</b>	<b>(828)</b>	<b>(30)</b>		<b>(858)</b>
<b>VALEURS NETTES</b>	<b>3 330</b>	<b>(30)</b>		<b>3 300</b>

	Brut	Dépréciation	Net
(1) SOFINA	2 789	(437)	2 352
SALINS	545		545
	3 334		2 897

(2) Dont 8 000 actions propres F.S.D.V. détenues : brut : 794 K€  
Dépré : 421 K€ (voir Note 1.4.2)

NOTE N° 6 – ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES (cf Etat 2057 de la liasse fiscale)

Saint-Honoré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-H.  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris

## Etat des créances

Cadre A	Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
De l'actif immobilisé				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières		30 324		30 324
De l'actif circulant				
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients		315 890	315 890	
Créances représentatives de titres prêtés ou remis en garantie				
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	3 731	3 731	
	Taxe sur la valeur ajoutée	127 815	127 815	
	Autres impôts, taxes et versements assimilés			
	Divers			
Groupe et associés		9 753	9 753	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		18 090	18 090	
Charges constatées d'avance		11 975	11 975	
Total		517 577	487 253	30 324
Renvois				
(1)	Montant des	Prêts accordés en cours d'exercice		
		- Remboursements obtenus en cours d'exercice		
(2)	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

## Etat des dettes

Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus de 1 an au plus	A plus de 5 ans
<b>Emprunts et obligations convertibles (1)</b>					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (1)	à 1 an max à l'origine	50	50		
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (1-2)		1 615 000	1 615 000		
Fournisseurs et comptes rattachés		109 757	109 757		
Personnel et comptes rattachés		7 623	7 623		
Sécurité sociale et organismes sociaux		39 205	39 205		
Etat et autres collectivités publiques	Impôts sur bénéfices				
	Taxe sur valeur ajoutée	100	100		
	Obligations contractées				
Etat et autres collectivités publiques	Autres I, taxes et assimilés	33 341	33 341		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupes et associés (2)		2	2		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)		10 000	10 000		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie					
Produits constatés d'avance					
<b>Total</b>		<b>1 815 075</b>	<b>1 815 075</b>		
<b>Renvois</b>					
(1)	Emprunts souscrits en cours d'ex - Emprunts remboursés en cours d'ex.				
(2)	R. D. contractés aup des asso. pers. phy.				

Saint-Honoré DE&A

Société d'exercice comptable et de conseil aux entreprises

IDEC

140, rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 PARIS

SAS au capital de 37 000€

501 372 390 R.C.S. Paris

NOTE N° 7 – CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

(en milliers d'€)	31.03.2017	Variation nette	31.03.2017
CLIENTS	326	(10)	316
PROVISIONS	(272)	9	(263)
AUTRES CRÉANCES	266	(125)	141
VALEUR NETTE	320	(144)	176

7.1 - Analyse du poste Clients et des provisions correspondantes

	Créance au 31.03.2017	Variation	Créance au 31.03.2018	Provision au 31.03.2018	Créance nette au 31.03.2018
Locico France	260		260	(217)	43
Dudson French Holdings	10	(10)	-		-
Faïence et Cristal de France	6		6	(5)	1
Sarrequeux Vaiselle	49		49	(41)	8
Total	326	(10)	316	(263)	53

7.2 - Analyse du poste Autres Créances

Se décomposant comme suit :

. TVA (dont crédit de TVA à reporter : 100 K€)	128 K€
. divers	13 K€

**Saint-Honoré BK&A**  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75006 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
S01 572 390 R.C.S. Paris

## NOTE N° 8 - CAPITAUX PROPRES

8.1 Au 31 mars 2018, le capital de la société est constitué de 150.250 actions d'une valeur nominale de 30,50 €, soit 4.582.625 €

8.2 Variation des capitaux propres (en milliers d'€)

	Capital	Primes	Réserves (1)	Report à Nouveau	Résultat	Provisions réglement.	Total
Au 31 mars 2017	4.583	0	1.723	(2.470)	158	0	3.994
Affectation résultat				158	(158)		
Réserves réglementées							
Résultat de l'exercice					372		372
Réserve de réévaluation légale			(59)				(59)
Au 31 mars 2018	4.583	0	1.664	(2.312)	372	0	4.307

(1) dont 1 206 KE de réserve de réévaluation 1976

## NOTE N° 9 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

(en milliers d'€)	31.03.2017	Augmentation (1)	Diminution (1)	31.03.2018
Provisions pour risques	16	2		18
Provisions pour charges				
TOTAL	16	2		18

Les provisions pour risques correspondent à un litige lié un contentieux (honoraires)

## NOTE N° 10 - EMPRUNTS ET AUTRES DETTES FINANCIERES

(en milliers d'€)	31.03.2017	Augmentation	Diminution	31.03.2018
<u>Autres dettes financières</u>				
Avance Trésorerie Salins	690			690
Avance Trésorerie SO.FINA	925			925
TOTAL	1.615			1.615

## NOTE N° 11 - AUTRES DETTES

(en milliers d'€)	31.03.2018	31.03.2017
Fournisseurs & comptes rattachés	110	146
Dettes fiscales & sociales	80	105
Autres dettes	10	9
TOTAL	200	259

**COMPTE DE RESULTAT**
**NOTE N° 12 – CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS**

(En K€)	du 01.04.2017 au 31.03.2018	du 01.04.2016 au 31.03.2017	Variation	
			Montant	%
Chiffre d'affaires	NS	NS		
Chiffre d'Affaires				
Autres produits (loyers maisons ouvrières)	9	13	(5)	-38%

Les autres produits correspondent principalement aux loyers perçus sur les maisons occupées non encore cédées.

**NOTE N° 13 – DOTATIONS ET REPRISES SUR PROVISIONS FINANCIERES**

Les dotations de 29 K€ concernent une dotation sur les titres de la société SOPINA et une dépréciation complémentaire sur les actions propres détenues (voir note 1.4.2. et note n° 5 – immobilisations financières).

**NOTE N° 14 – RESULTAT EXCEPTIONNEL**

**13.1** – Les principaux éléments du résultat exceptionnel de l'exercice de 1 242 K€ résultent principalement des plus-values sur cession d'actifs immobiliers pour 1 241 K€ provenant des cessions suivantes :

- 1 maison ouvrière à Sarreguemines (57) et 1 petit immeuble à Digoïn (71) pour une valeur totale de 180 K€.
- 1 maison ouvrière et 5 terrains à Sarreguemines (57) pour une valeur totale de 1 065 K€.

**NOTE N° 15 – IDENTITE DE LA SOCIETE CONSOLIDANTE**

Les comptes de la société sont inclus, suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de :

Dénomination sociale: FSDV

Forme : Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance

Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS

Capital : 4.582.625 €

Registre Commerce : 562 047 605 00349

Saint-Honoré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75005 PARIS  
5 au capital de 37 000 €  
J 572 393 R.C.S. Paris

**NOTE N° 16 – INTEGRATION FISCALE**

**16.1** - FSDV a formé avec ses principales filiales françaises un groupe fiscalement intégré (Article 223A et suivants du CGI), avec effet du 1<sup>er</sup> janvier 2000, renouvelé depuis cette date.

La société-mère du groupe, FSDV, est redevable de l'impôt sur les sociétés dû sur le résultat d'ensemble.

Au titre de chaque exercice, chaque filiale verse à FSDV, à titre de contribution au paiement de l'impôt sur les sociétés du groupe et quel que soit le montant effectif dudit impôt, une somme égale à l'impôt qui aurait grevé son résultat et/ou

**IDEC**

sa plus-value nette à long terme de l'exercice si elle était imposable distinctement, déduction faite par conséquent de l'ensemble des droits à imputation dont elle aurait bénéficié en l'absence d'intégration (gestion de l'intégration fiscale en trésorerie).

16.2 - Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, le résultat fiscal d'ensemble de F.S.D.V., société tête de groupe, s'élève à 493 K€.

16.3 - Montants cumulés au 31 mars 2018 des déficits ordinaires restant reportables : 21 M€

Les moins-values à long terme reportables afférentes à des titres qui relèvent du secteur exonéré sont définitivement perdues.

#### NOTE N° 17 – ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES ET AUTRES LIENS DE PARTICIPATIONS

(en milliers d'€)	BRUT	PROVISION	NET	Renvoi note
<b>ACTIF</b>	-	-	-	
<b>PASSIF</b>				
Avance de trésorerie à court terme	1.615		1.615	Note 10
Dettes fournisseurs	15		15	

#### NOTE N° 18 – EFFECTIF

Effectif moyen employé au cours de l'année.

	04/2017-03/2018	04/2016-03/2017
Cadres	2	2
Employés, Agents de maîtrise	0,5	1
<b>TOTAL</b>	<b>2,5</b>	<b>3</b>

#### NOTE N° 19 – REMUNERATION DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

(en milliers d'€)	31/03/2018	31/03/2017
<b>Jetons de présence</b>		
Montant	3	4
Nombre de membres du conseil de surveillance	3	3

La rémunération des Organes de Direction est indiquée dans le rapport du Directoire à l'Assemblée Générale.

An titre de l'exercice clos le 31 mars 2018, les rémunérations brutes versées aux membres des organes de Direction et de Surveillance de la société se sont élevées à 331 K€ - contre 222 K€ au titre de l'exercice clos le 31 mars 2017.



## **NOTE N° 20 – MONTANT DES ENGAGEMENTS FINANCIERS**

**20.1 - ENGAGEMENTS DONNES : néant**

**20.2 - ENGAGEMENTS REÇUS : néant.**

## **NOTE N° 21 - ENGAGEMENT PRIS EN MATIERE DE PENSIONS, RETRAITES ET INDEMNITES ASSIMILEES (ENGAGEMENTS HORS BILAN)**

La société n'a plus d'effectif salarié à la clôture. Elle était tenue précédemment au versement d'indemnités de départ ou de mise à la retraite, conformément à la convention collective à laquelle elle est attachée. La société n'a donc aucun engagement à ce titre au 31 mars 2018.

## **NOTE N° 22 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES & PARTICIPATIONS**

Voir tableau joint des filiales et participations.

Saint-Henri BK&A  
Etablissement comptable ; *Préposé aux comptes*  
140, rue du Faubourg ; 75008 Paris  
SAS au capital de 57 000 €  
501 512 390 R.C.S. Paris

## Filiales et participations

ENTREPRISE	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT
ENTREPRISE	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT	CHIFFRE D'AFFAIRES	RESULTAT

Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus.

Filiale (+ de 50 % du capital détenu par la société).

FABRIQUE DES SALINS	100 000	640 434	95,81	544 845	644 845			0	(3 640)	
SOCIETE FINANCIERE NANTAISE	426 182	1 893 046	99,81	2 768 816	2 351 867			0	(65 939)	

Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société).


Saint-Honoré BK&A  
Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes  
140, rue du Faubourg Saint-Honoré  
75008 PARIS  
SAS au capital de 37 000€  
501 572 390 R.C.S. Paris

# **FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4 582 625 €  
Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS  
R.C.S. PARIS B 562 047 605  
SIRET 562 047 605 00349

## **ASSEMBLEE GENERALE MIXTE**

**DU 21 MARS 2019**

### **RAPPORT DE GESTION DU DIRECTOIRE – EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> AVRIL 2017 AU 31 MARS 2018**

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et à vos statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire, pour vous rendre compte de l'activité de votre société et de ses filiales, et pour soumettre à votre approbation les comptes de l'exercice, ainsi que les comptes consolidés, clos le 31 mars 2018, après avoir entendu :

- le Rapport de Gestion du Directoire
- les observations du Conseil de Surveillance
- le rapport du Conseil de Surveillance relatif à la gouvernance de l'entreprise.

Ainsi qu'indiqué à continuation, l'essentiel de l'activité du Directoire entre le 1<sup>er</sup> avril et la fin du mois de juillet 2018 a été consacré :

- à trouver avec l'acquéreur du site de Sarreguemines un accord sur la rédaction des conditions techniques de reprise du site, protégeant les intérêts futurs de votre société
- à un contrôle fiscal en matière de TVA.

Le temps passé sur ces sujets l'a été au détriment du rattrapage de la situation comptable et de l'arrêté des comptes semestriels au 30 septembre 2017, qui n'est intervenu qu'en septembre 2018.

En conséquence de quoi, il était demandé auprès du Greffe du Tribunal de Commerce de Paris :

- un premier report au 31 décembre 2018 de la date de tenue de la présente Assemblée Générale, ce qui était accepté par Ordonnance du 9 octobre 2018
- l'éventualité d'une réduction de capital - nécessitant la préparation d'une Assemblée Générale Extraordinaire – se profilant dans les réflexions tant du Directoire que du Conseil de Surveillance, un deuxième report au 31 mars 2019 était sollicité, report accepté par Ordonnance du 18 décembre 2018.

\* \* \*

## **1. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE**

### **1.1 – CESSIONS IMMOBILIERES**

Les cessions immobilières de la période ont porté sur :

- 2 maisons ouvrières
- 5 terrains à Sarreguemines (57), d'une superficie totale de 6,6 hectares
- 1 petit immeuble à Digoïn (71)

pour une valeur totale de 1 245 K€, permettant de dégager une plus-value de :

- 462 K€ en normes IFRS
- 1 188 K€ en valeur comptable.

Au 31 mars 2018, un compromis de vente portant sur une maison fissurée et délabrée était signé pour un montant de 23 K€, entraînant une diminution de 10 K€ de la valeur des immeubles de placement.

### **1.2 – SITE DE L'ANCIENNE FAÏENCERIE**

Après :

- la décision conjointe des représentants de la Municipalité de Sarreguemines et des dirigeants de la société quant à une cession globale des 29,60 hectares du site industriel, à l'état de friches, et des terrains avoisinants pour un montant de 2 800 000 € HT intervenue en décembre 2016

- l'information en juin 2017 selon laquelle l'acquisition serait réalisée par l'Etablissement Public Foncier de Lorraine,

la période courant jusqu'au 31 mars 2018 a été marquée par de nombreux échanges et propositions de rédaction circulant entre les Notaires, la société F.S.D.V., les dirigeants de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine d'une part, la Municipalité de Sarreguemines d'autre part, portant sur les nombreux points techniques de l'acte de vente, points susceptibles d'engager ultérieurement la responsabilité de F.S.D.V.

Des avancées étaient réalisées sans cependant que la finalisation de la rédaction et la signature de l'acte de vente ne puissent être fixées à la clôture de l'exercice.

D'autre part, l'E.P.F.L. tardait à prendre position sur la demande de F.S.D.V. d'assujettir cette vente à la TVA, s'agissant de friches industrielles et de terrains classés en terrains à bâtir, disposition qui n'était pas prévue dans le projet d'acte initial.

### **1.3 – COMPTABILITE DU GROUPE**

Le changement de Cabinet d'Expertise Comptable, à la suite de la constatation de l'absence de fiabilité du précédent, s'avère être une décision positive.

### **1.4 – CONTROLE DE TVA**

A la suite :

- d'une demande de remboursement de crédit de TVA déposée en juin 2016
- du remboursement de ce crédit en décembre 2016 à hauteur de 336 K€,

F.S.D.V. était informée en janvier 2018 d'un contrôle de TVA portant sur les exercices 2015, 2016 et 2017.

## **2. EVENEMENTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA REDACTION DU PRESENT RAPPORT.**

### **2.1 – CONTROLE DE TVA**

Débuté en janvier 2018, ce contrôle de TVA remontait jusqu'à l'exercice 2011, et s'achevait en juin 2018, sans rectification ni demande de remboursement.

### **2.2 – CESSION DU SITE DES FAÏENCERIES**

a. Les négociations se poursuivaient point technique par point technique et devenaient constructives avec l'intervention de la Municipalité de Sarreguemines.

Une ultime réunion entre toutes les parties prenantes se tenait en mai 2018 permettant de mettre un point final à la rédaction de l'acte de vente.

b. La position de l'Administration fiscale prise en juin 2018, confirmant l'assujettissement de F.S.D.V. à la TVA et l'absence de rectification sur les opérations des exercices précédents, emportait l'adhésion de l'E.P.F.L. quant au fait d'assujettir à la TVA la cession du site des Faïenceries.

L'acte de vente définitif du site était donc signé le 20 juillet 2018 pour un montant de 2 800 000 € HT, soit 3 360 000 € TTC, les fonds étant versés en août 2018.

## **3. PRODUITS CONSOLIDES**

(chiffres en milliers d'euros)

(EN K€)	DU.04.2017 AU 03.2018	DU 04.2016 AU 03.2017	VARIATION	
			Montant	%
Autres produits	13	13	=	
Reprise sur amortissements et provisions	9	147	(138)	NC
Total Produits	22	161	(139)	- 86,3 %

Le poste « Autres produits » représente le revenu des maisons ouvrières non cédées et encore louées.

Les reprises sur amortissements et provisions ne sont pas comparables d'un exercice sur l'autre.

L'importance de leur diminution (- 138 K€) s'explique par l'amenuisement du nombre de sujets et dossiers restant à traiter.

#### 4. RESULTATS CONSOLIDES ET SITUATION FINANCIERE

(Chiffres en milliers d'euros)

	31.03.2018	31.03.2017	VARIATION	
			MONTANT	%
Produits	22	161	(139)	NC
- Charges	(857)	(829)	+ 28	+ 3,4 %
<b>= Résultat d'exploitation courant</b>	<b>(835)</b>	<b>(668)</b>	<b>(167)</b>	<b>- 25 %</b>
Plus-values sur cessions	+ 462	+ 237		
Variation de valeur des biens immobiliers	(10)	+ 20		
Charges non courantes	(12)	(24)		
Total Eléments non courants	+ 440	+ 233	+ 207	+ 88,8 %
Résultat financier	6	-	+ 6	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(389)</b>	<b>(435)</b>	<b>+ 46</b>	<b>+ 10,6 %</b>
Variation provision pour Impôts Différés	(169)	+ 37	(206)	NC
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>(559)</b>	<b>(398)</b>	<b>(161)</b>	<b>- 40,5 %</b>

**4.1 – Le résultat courant** se traduit par une perte de (835 K€) contre (668 K€) au 31 mars 2017 (soit – 167 K€) résultant :

a. d'une diminution des reprises sur amortissement de 139 K€

b. et d'une augmentation des charges d'exploitation de 28 K€ (+ 3,4 %) (857 K€ contre 829 K€ au 31.03.2017), s'expliquant par

- une diminution des charges externes de 26,7 % (- 84 K€) (231 K€ au 31.03.2018 contre 315 K€ au 31.03.2017)
- des frais de personnel s'élevant à 493 K€ contre 370 K€ au 31.03.2017 (+ 123 K soit + 33,2 %) augmentation due aux coûts non récurrents de 126 K€ dus :
  - pour 50 % par le montant du préavis non effectué et des indemnités de départ versées au précédent Directeur Général
  - pour les autres 50 % par une prime de retour majorée des charges sociales versée au nouveau Directeur Général

c. le montant du poste Impôts et taxes restant inchangé (130 K€ contre 125 K€).

**4.2 – Compte tenu :**

. des plus-values sur cession des biens immobiliers de	462 K€
. des produits financiers pour	6 K€
. d'une diminution de la valeur des biens immobiliers restants de	(10 K€)
. de charges exceptionnelles de	(12 K€)

le **résultat avant impôts** se traduit par une perte ramenée à (389 K€) contre (435 K€) au 31.03.2017 (diminution de la perte de 46 K€ (-10,6 %).

**4.3** – Après une augmentation de la provision pour Impôts différés de 169 K, due aux règles de plafonnement du report en avant des déficits, et ce compte tenu de la Plus-value à réaliser sur la cession du site des Faïenceries à Sarreguemines, le résultat net se traduit par une **perte de (559 K€)**, contre (398 K€) au 31.03.2017.

#### **4.4 – BILAN CONSOLIDE**

Le total du bilan consolidé au 31 mars 2018 (5 269 K€) diminue de 458 K€ (- 8,0 %) par rapport au total du bilan consolidé au 31 mars 2017 (5 725 K€).

##### **4.4.1 – ACTIF NET**

(Chiffres en milliers d'euros)

	31.03.2018	VARIATION EXERCICE		31.03.2017
		En -	En +	
Actif immobilisé net	3 782	(636)		4 418
Immobilisations destinées à être cédées	23	(180)	+ 23	180
Autres créances	146	(127)		273
Autres éléments de l'actif courant	66	(2)		68
Disponibilités	1 251		+ 464	787
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>5 269</b>	<b>(945)</b>	<b>487</b>	<b>5 725</b>

Cette baisse résulte pour l'essentiel :

- de la sortie des biens immobiliers cédés dans l'exercice, dont la valeur en normes IFRS était de 636 K€, constitués pour l'essentiel de 5 terrains cédés à Sarreguemines
- de la diminution du poste « Autres créances » pour 127 K€, du fait du troisième et dernier règlement du solde du montant de la cession du site de Vitry le François pour 167 K€.
- Elle est partiellement compensée par l'accroissement de 464 K€ du poste « Disponibilités ».

##### **4.4.2 - PASSIF**

(Chiffres en milliers d'euros)

	31.03.2018	VARIATION EXERCICE		31.03.2017
		En -	En +	
Capitaux propres	4 744	(559)		5 303
Provision pour risques et charges	18	(5)		23
Impôts différés Passif	310	-	171	139
Dettes Exploitation et diverses	196	(64)	-	260
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>5 269</b>	<b>171</b>	<b>(628)</b>	<b>5 725</b>

La diminution de (457 K€) du Passif résulte :

- pour l'essentiel de la baisse de (559 K€) des capitaux propres consolidés du fait de la perte nette consolidée de l'exercice
- compensée partiellement par l'accroissement de 171 K€ du montant des Impôts Différés Passif, comme noté dans l'analyse des résultats consolidés.

#### **4.5. – SITUATION FINANCIERE**

Le montant des capitaux propres consolidés – hors actions d'autocontrôle – est de **4 744 K€** au 31 mars 2018 contre 5 303 K€ au 31 mars 2017, soit sur la base de 113 691 actions F.S.D.V. au bilan consolidé, une valeur de 41,728 € par action, contre 46,644 € par action au 31 mars 2017.

A **1 251 K€** au 31 mars 2018, contre 787 K€ au 31 mars 2017, la **trésorerie** s'est **améliorée** de **464 K€**, solde entre l'encaissement des cessions de biens immobiliers sous déduction du paiement des charges d'exploitation.

### **5. COMPTES SOCIAUX ET BILAN DE VOTRE SOCIETE**

#### **5.1 – COMPTE DE RESULTAT**

Le compte de résultat de votre société peut être résumé comme suit :

(Chiffres en milliers d'euros)

	31.03.2018	31.03.2017	VARIATION	
			MONTANT	%
Produits	18	161	(143)	NC
- Charges d'exploitation	(853)	(831)	+ 22	+ 2,6 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(835)</b>	<b>(670)</b>	<b>(165)</b>	<b>+ 24,6 %</b>
Provisions sur titres de placement et actions propres détenues	(29)	(87)	+ 58	
Charges financières nettes	6	-	(6)	
Plus-values sur cession de biens immobiliers	+ 1 188	+ 934	+ 254	+ 27,2 %
Produits ou charges exceptionnelles ou sur exercice antérieur	+ 54	(19)	+ 73	
<b>Bénéfice net</b>	<b>372</b>	<b>158</b>	<b>+ 214</b>	<b>+ 135 %</b>

Les explications relatives au résultat d'exploitation (perte de 835 K€) sont identiques à celles formulées au titre du résultat consolidé.

La cession des terrains, du petit immeuble et des maisons ouvrières, ces derniers totalement amortis, ont dégagé un montant de plus-values de 1 188 K€ en augmentation de 27 % sur celle dégagées au 31 mars 2017 (934 K€) et explique le **bénéfice net** de l'exercice qui s'élève à **372 K€**, en progression de 135 % sur celui de l'exercice clos le 31 mars 2017 (158 K€).

#### **5.2 – BILAN DE F.S.D.V.**

Le total du bilan de F.S.D.V. (6 140 K€ au 31 mars 2018) est en légère hausse de 255 K€ (+ 4,3 %) par rapport à celui au 31 mars 2017 (5 885 K€).



**5.2.1 - ACTIF**

(chiffres en milliers d'euros)

(EN K€)	31.03.2018	VARIATION		31.03.2017
		En -	En +	
Immo. incorp. et corpor ; (valeur brute)	6 601	(92)	-	6 683
- Amortissement et dépréciation	(5 215)		31	(5 246)
<b>(Imm. Incorp. et corpor. (valeur nette)</b>	<b>1 386</b>	<b>(92)</b>	<b>31</b>	<b>1 447</b>
Immo. financières (valeur brute)	4 158	-	-	4 158
- Dépréciations	(858)	(30)		(828)
<b>Immo. financières (valeur nette)</b>	<b>3 300</b>	<b>(30)</b>		<b>3 330</b>
Créances Clients	53	(1)		54
Autres créances	141	(125)		266
Autres éléments de l'actif circulant	30	(2)		32
Disponibilités	1 230		474	756
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>6 140</b>	<b>(250)</b>	<b>505</b>	<b>5 885</b>

Cette légère augmentation se situe principalement au niveau de l'actif circulant du fait :

- de l'augmentation des disponibilités pour 474 K€,
- compensée partiellement par une diminution de (125 K€) du poste « Autres créances » du fait principalement du règlement du solde du montant de la cession du site de Vitry le François pour 167 K€

**5.2.2 - PASSIF**

(Chiffres en milliers d'euros)

	31.03.2018	VARIATION EXERCICE		31.03.2017
		En -	En +	
Capitaux propres	4 307		+ 313	3 994
Provision pour risques et charges	18		+ 2	16
Dettes financières	1 615	-	6	1 615
Dettes Exploitation et diverses	200	(60)		260
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6 140</b>	<b>(60)</b>	<b>+ 315</b>	<b>5 885</b>

L'augmentation du Passif provient :

- pour 313 K€ du montant des Capitaux Propres, dû au bénéfice de l'exercice (372 K€), rapporté au résultat, sous déduction de l'« Ecart de réévaluation » (60 K€) à la suite de la cession de terrains

- augmentation compensée par la diminution (- 60 K€) des Dettes d'Exploitation (Fournisseurs et Dettes sociales).

## **6. RESULTAT DES FILIALES**

### **6.1 – FAÏENCERIES DE SALINS**

Cette société rémunère désormais une salariée pour le compte de sa maison-mère à qui elle refacture les prestations correspondantes.

A ce titre, ses produits se sont élevés à 18 K€, auxquels se sont ajoutés 5 K€ de produits financiers.

Ses charges d'exploitation et exceptionnelles ont été de 27 K€, entraînant sur l'exercice une perte nette de (4 K€), identique à celle de l'exercice précédent.

Sa trésorerie inscrite au bilan au 31 mars 2018 s'élevait à 7 K€ à laquelle s'ajoutent 690 K€ prêtés à la maison-mère dans le cadre de la convention de gestion de trésorerie Groupe.

Le total du bilan de cette filiale s'élève à **717 K€**, contre 705 K€ au 31 mars 2017.

### **6.2 – SOCIETE FINANCIERE NANTAISE (SOFINA)**

Cette société détient, depuis 1985, 28 559 actions F.S.D.V. (partie des actions d'autocontrôle du Groupe).

Sa trésorerie inscrite au bilan du 31 mars 2018 s'élève à 13 K€ à laquelle s'ajoutent 925 K€ prêtés à la maison-mère dans le cadre de la convention de gestion de trésorerie Groupe.

La société a perçu 7 K€ de produits financiers.

Ses charges d'exploitation et exceptionnelles se sont élevées à 9 K€, contre 4 K€ au titre de l'exercice précédent.

L'exercice a enregistré une provision pour dépréciation des titres détenus de (64 K€), contre (71 K€) au titre de l'exercice clos le 31 mars 2017.

Le résultat net de la société se traduit par une **perte de (66 K€)**, contre (75 K€) au 31 mars 2017, cette perte ayant pour origine la dépréciation sur titres ci-dessus mentionnée.

Le total du bilan de cette filiale s'élève à 2 302 K€, en baisse de 64 K€ (- 5,6 %) par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2017 (2 366 K€), baisse résultant de la perte de l'exercice.

## **7. DESCRIPTIF DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES**

Depuis la cession de la dernière société filiale industrielle et commerciale en juillet 2009, les risques auxquels F.S.D.V. pouvait être exposée ont significativement diminué.

Il n'y a plus de risque :

- de dépendance de marchés
- de contrefaçon de produits
- de dépendance de clients
- de risques industriels
- de risques sur matières premières et énergie
- de risques de marché ou de taux.

Les risques auxquels peut être confrontée F.S.D.V. sont les suivants :

### **7.1 – Risques liés à la situation des biens immobiliers, à leur marché local, et à leur taille.**

F.S.D.V. est propriétaire de biens immobiliers, antérieurement à vocation industrielle, dont le plus important au 31 mars 2018 n'est plus exploité, cédé le 20 juillet 2018.

Une fois ce site cédé, et à l'exception des maisons ouvrières et de quelques petits terrains à bâtir situés à Sarreguemines, les biens immobiliers résiduels présentent les caractéristiques suivantes :

a. pour ceux situés à Sarreguemines, ce sont

- soit des parcelles allant de quelques mètres carrés à quelques dizaines de mètres carrés, conséquence de l'expropriation subie lors de l'aménagement de la déviation Sud
- soit de fossés et de buttes d'une superficie importante mais sans utilité urbanistique.

Ces biens n'ont aucune valeur comptable ou en normes IFRS, mais leur cession ou non dépend de la bonne volonté de la Municipalité de Sarreguemines ou de la Communauté d'Agglomération.

b. des biens de superficie importante (plus de 5 hectares chaque) situés dans des villes de petite ou moyenne importance (Digoin : 8 000 habitants, Vitry le François : 13 000 habitants), relativement éloignées des voies de communication, et **dont l'économie est en déclin**.

Leur valeur, tant comptable qu'en normes IFRS, tient compte de ces particularités.

Le **risque** lié à ces biens immobiliers réside en ce que leur cession ne peut vraisemblablement être envisagée qu'auprès d'un **nombre restreint** d'organismes publics (Commune, Communauté de Communes ou d'Agglomération, Etablissement Public Foncier, Chambre de Commerce et d'Industrie, société d'HLM), et se réalise non à la valeur du marché, mais sur la base d'une évaluation par les Services des Domaines.

Une cession dépend donc du besoin local de ces organismes, de leur **volonté ou non d'acquérir**, et suit un **processus long**.

### **7.2 – Risques de pollution liés à l'ancienneté des biens immobiliers.**

La société a toujours été attentive aux risques liés à la pollution des sols, alors même qu'elle n'était plus exploitante des sites.

Ainsi :

a. Après que l'exploitant du site de Sarreguemines ait été placé en liquidation judiciaire en 2007, la société a suivi et participé à la totalité des opérations ayant conduit à la délivrance en juillet 2010, par la Préfecture de Moselle, d'un « Procès-verbal de Recollement » concernant le site de Sarreguemines, signifiant la fin de la remise en état de ce site compatible avec l'utilisation **industrielle** qui en avait été faite.

b. En janvier 2012, la Préfecture de la Marne a confirmé la caducité d'un arrêté d'autorisation d'exploitation d'un établissement classé, disparu depuis plusieurs décennies, frappant un terrain de 5,5 ha propriété de F.S.D.V., et a confirmé la compatibilité de ce terrain en usage résidentiel, conformément à la modification du Plan Local d'Urbanisme de la Ville de Vitry le François.

En dépit de l'attention aux questions de pollution et des précautions prises par la société dans ce domaine, il faut être conscient que toute opération menée par un aménageur qu'il soit public ou privé nécessitera au minimum une revue des opérations ayant conduit les Préfectures ci-dessus rappelées à délivrer les procès-verbaux correspondants, voire à une nouvelle étude complète quant à la réalité de l'absence de pollution, ne serait-ce que pour s'assurer de la faisabilité d'un projet.

### **7.3 – Risques liés à la présence éventuelle d'amiante dans un ou plusieurs bâtiments.**

Ce risque concerne le terrain de 5,5 hectares situé à Vitry le François.

Ce terrain a pour origine l'acquisition dans les années 1990 de deux terrains industriels, dans le cadre d'une extension jamais réalisée du site industriel, aujourd'hui cédé, de Vitry le François.

L'un de ces terrains contient d'anciens bâtiments à usage industriel pour lesquels les diagnostics de présence éventuelle d'amiante n'ont pas été réalisés.

Compte tenu des règles actuelles en matière de cession de terrains, les risques ci-dessus énumérés en terme de pollution et de présence éventuelle d'amiante nécessitent d'attirer l'attention sur le fait que la cession de ce terrain peut s'avérer longue et complexe.

### **7.4 – Risques de liquidité et de continuité d'exploitation**

Le Groupe n'a aucune dette financière.

Sa trésorerie au 31 mars 2018 (1 251 K€) représente 1 an et 7 mois d'activité.

Une fois encaissé le produit de la cession du site de Sarreguemines (2 800 K€ HT), elle représentera 5 ans d'activité possible.

Le Directoire considère que la Convention comptable de continuité d'exploitation ne peut être remise en cause pour l'établissement des comptes clos le 31 mars 2018, et que la continuité du Groupe n'est pas compromise.

### **7.5 – Risque juridique**

Les parents du jeune Salim BOUTOUBAT – qui a pénétré en avril 2015 par effraction dans les locaux du site de Sarreguemines et chuté depuis le toit de l'un des bâtiments du site sur lequel il était grimpé – ont introduit une action devant le Tribunal d'Instance de Sarreguemines afin d'obtenir la mise en cause de F.S.D.V.

Aucune audience au fond n'est encore fixée.

Dans le cas d'une éventuelle mise en cause de la société, un contrat d'assurance responsabilité civile couvre les risques encourus par la société.

L'Avocat de F.S.D.V. suit ce litige conjointement à celui de la Compagnie d'Assurance.

### **7.6 - Risque de perte de valeur de la société**

Mais, le **risque principal** réside dans une **éventuelle perte de valeur de la société**, qui résulterait :

- d'une absence de définition par les Actionnaires de l'orientation qu'ils entendent donner à la société pour le futur, voire de divergences dans la définition de celle-ci.

Ce risque est d'autant plus réel qu'une partie non négligeable des Actionnaires ne se manifeste pas auprès de la société et ne participe pas aux Assemblées Générales.

- de ce que la durée de cession des biens immobiliers soit telle que les dépenses encourues pendant cette période soient supérieures aux plus-values résultant de ces cessions.

## **8. INFORMATIONS SUR LES POLITIQUES SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES**

### **INFORMATIONS SOCIALES**

#### **A. EMPLOI**

a. L'effectif de la société est constitué d'une salariée et de deux mandataires sociaux, dont la répartition par sexe et âge est la suivante :

(Au 31.03.2018)	20-40 ans	40-55 ans	55-60 ans	60-65 ans	➤ 65 ans
Mandataires sociaux		1 Femme			1 Homme
Salariée				1 Femme	

<b>b. Embauche et licenciement</b>	Aucune embauche ni licenciement au cours de l'exercice
<b>c. Rémunération et évolution</b>	Le montant total des rémunérations versées durant l'exercice est de : 375 221,00 € Le montant de la <b>rémunération individuelle</b> de chaque mandataire social est fourni dans le Rapport de Gestion
<b><u>B. ORGANISATION DU TRAVAIL</u></b>	
<b>d. Organisation du temps de travail</b>	En fonction des nécessités
<b>e. Absentéisme</b>	Néant
<b><u>C. RELATIONS SOCIALES</u></b>	
<b>f. Organisation du dialogue social</b>	Sans objet eu égard à l'effectif
<b>g. Bilan des accords collectifs</b>	Sans objet La Convention Collective applicable est celle des Industries Céramiques Françaises – Branche Table et Ornementation
<b><u>D. SANTE ET SECURITE</u></b>	
<b>d. Conditions de santé et de sécurité</b>	Le travail est effectué dans des bureaux individuels fonctionnels
<b>e. Accords signés en matière de santé et sécurité au travail</b>	Sans objet
<b>f. Accidents du travail et maladies professionnelles</b>	Néant
<b><u>E. FORMATION</u></b>	
<b>g. Politique de formation</b>	Sans objet
<b>l. Nombre d'heures de formation</b>	Néant
<b><u>F. EGALITE DE TRAITEMENT</u></b>	
<b>m. Egalité entre femmes et hommes</b>	Sans objet

<p><b>n. Emplois et insertion personnes handicapées</b></p>	<p>Sans objet</p>
<p><b>o. Lutte contre discrimination</b></p>	<p>Sans objet</p>
<p><b><u>G. CONVENTIONS DE L'O.I.T.</u></b></p>	<p>La société connaît et approuve les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail relatives</p> <p>p. au respect de la liberté d'association et au droit de négociation collective</p> <p>q. à l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession</p> <p>r. à l'élimination du travail forcé ou obligatoire</p> <p>s. au travail des enfants</p> <p>Cependant, eu égard à l'effectif, ces conditions ne trouvent pas application dans la société.</p>
<p><b><u>INFORMATIONS RELATIVES A L'ENVIRONNEMENT</u></b></p>	
<p><b><u>H. POLITIQUE GENERALE EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE</u></b></p>	<p>N'ayant plus d'activité industrielle, la société n'est plus concernée par les informations à fournir au titre :</p> <p>t. des questions environnementales</p> <p>u. des questions de pollution (rejets dans l'air, l'eau) et de nuisances sonores</p> <p>v. d'économie circulaire (valorisation et élimination des déchets)</p> <p>w. de l'utilisation durable des ressources</p> <p>x. des changements climatiques (émission de gaz à effet de serre)</p> <p>y. de la protection de la biodiversité.</p>
<p><b><u>I. POLLUTION</u></b></p>	<p>Au 31 mars 2018, la société détenait deux terrains et usines anciennement à usage industriel :</p> <p>a. le site de 12 ha de Sarreguemines (57200) dont l'exploitation a été arrêtée en 2007</p> <p>- Concernant les sols, la Direction de la société a suivi et participé aux opérations ayant abouti à la délivrance par la Préfecture de Moselle d'un « <i>Procès-verbal de recollement</i> » en date du 18 juin 2010 indiquant que « les concentrations des différents composés cités ci-dessus observées dans les sols sont faibles : elles restent inférieures aux anciennes valeur de définition de source sol. Considérant que les zones les plus impactées ne sont pas en surface et qu'elles n'impactent pas non plus la nappe, elles sont compatibles avec une remise en état du type industriel</p> <p>- Les bâtiments ont fait l'objet de la réalisation d'un diagnostic de présence d'amiante.</p>

<p><b>ASPECT SOCIÉTAL</b></p> <p><b>J. IMPACT TERRITORIAL, ECONOMIQUE ET SOCIAL DE LA SOCIÉTÉ</b></p>	<p><b>Cet ensemble immobilier</b>, ainsi que des terrains adjacents <b>ont été cédés</b> le 20 juillet 2018 à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine.</p> <p><b>b.</b> A Vitry le François, sur deux terrains se jouxtant, d'une superficie de 5,5 ha, achetés en 1994 et sur lesquels une activité industrielle préexistait :</p> <p>- L'un de ces deux terrains supporte des bâtiments anciennement à usage industriel contenant encore de l'amiante.</p>
<p><b>c. En matière d'emploi et de développement régional</b></p>	<p>Sans activité, la société n'a plus d'impact en matière d'emploi.</p> <p>Par contre, par son <b>historique</b> et ses <b>productions de qualité</b> de faïence et de porcelaine, la société a donné aux villes de Sarreguemines et de Lunéville une <b>réputation qui leur reste attachée</b>, en dépit de l'arrêt des productions. A ce titre, elle participe encore indirectement à l'activité touristique de ces villes.</p> <p>A un niveau différent, l'impact de la société reste sensible à <b>Sarreguemines</b> puisque influençant le devenir urbanistique de la Ville compte tenu de l'importance du foncier et de sa localisation dont la société était encore propriétaire au 31 mars 2018.</p> <p>En particulier, la position du site de l'usine et des terrains le jouxtant - soit un ensemble de 30 ha, proche de l'hyper centre de la ville - est un des enjeux du Plan Local d'Urbanisme, comme l'indique le « Rapport de présentation » de ce Plan (version juin 2012) en page 128 : <i>« La fermeture de l'usine des Faïenceries en 2007 a relancé et recentré le débat sur le centre-ville, sa périphérie immédiate... L'hypothèse d'aménagement présentée dans les pages suivantes est un simple exemple d'esquisse d'aménagement qui n'a pour seul objectif que d'aider à visualiser le potentiel du site et sa position géographique véritablement stratégique »</i>.</p>
<p><b>d. Relations entretenues avec personnes, associations ou organisation d'intérêt général</b></p>	<p>Sans objet</p>
<p><b>e. Sous-traitance et fournisseurs</b></p>	<p>Compte tenu d'un effectif réduit, la société a recours à la sous-traitance en matière comptable et informatique principalement. Les dépenses correspondantes pour l'exercice 2017-2018 se sont élevées à 23 880,00 € HT.</p> <p>Dans sa politique de sous-traitance et d'achats, la société est soucieuse des enjeux sociaux et environnementaux.</p>
<p><b>f. Loyauté des pratiques</b></p>	<p>La société n'est pas concernée par des mesures en faveur de la santé et de la sécurité des consommateurs. Elle n'est impliquée dans aucune demande ou instance visant des actions de corruption.</p>

L'Organisme Tiers Indépendant (OTI) en charge de la vérification des « *Informations sur les politiques sociales, environnementales et sociétales* » conclut ainsi son Rapport de Vérification :

*« Sur la base de ces travaux, nous attestons la présence dans le rapport de gestion des informations RSE requises.*

*Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause la sincérité des informations RSE présentées ».*

Ce rapport de vérification figure en annexe du présent rapport de gestion.

## **9. PROCEDURE D'ELABORATION DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIERE ET DU CONTROLE INTERNE**

F.S.D.V. en sa qualité de société holding :

- anime et contrôle un petit groupe de sociétés
- possède et gère un patrimoine immobilier, anciennement à caractère industriel, d'habitations ouvrières et de terrains variés disséminés.

### **9.1 – Dispositifs relatifs à l'élaboration de l'information comptable et financière, sociale et consolidée.**

Depuis l'exercice ouvert le 1<sup>er</sup> avril 2015, l'élaboration de l'information comptable et financière fournie aux Actionnaires est assurée par un Cabinet d'Expertise Comptable, sous la Direction et l'assistance du Directoire.

9.2 - Les principaux dispositifs d'élaboration de l'information comptable et financière peuvent être regroupés autour de six (6) processus.

#### ***a – Processus de clôture des comptes***

F.S.D.V. et ses filiales procèdent à une clôture semestrielle de leurs comptes.

Le processus est basé sur :

- La revue des postes sensibles et des sujets particuliers, et leur traduction comptable
- La justification des soldes de clôture dans un dossier de synthèse regroupant tout document probant
- La présentation au Comité d'Audit des travaux ainsi effectués.

#### ***b – Processus de consolidation***

Les comptes consolidés du Groupe sont élaborés selon les normes comptables internationales (IFRS) à partir des données comptables sociales.

Le processus de production des états financiers consolidés est assuré par le même Cabinet d'Expertise Comptable, dont la mission comprend également la réalisation des Annexes sociale et consolidée révisées par le Directeur Général.

La revue des comptes consolidés semestriels et annuels est effectuée par le Directeur Général, puis par le Directoire, le Comité d'Audit et enfin le Conseil de Surveillance.

L'audit de la situation financière consolidée semestrielle et des comptes sociaux et consolidés annuels de la société et de ses filiales est enfin effectué par les Commissaires aux Comptes.



Les comptes semestriels et annuels de l'ensemble des sociétés sont établis en vue d'obtenir une homogénéité de traitement des informations.

### ***c – Processus d'élaboration et de suivi budgétaire***

L'élaboration du budget repose essentiellement sur l'établissement d'un budget de charges d'exploitation, eu égard à la réalisation aléatoire des recettes provenant uniquement des cessions de l'actif immobilier.

### ***d – Processus de financement et gestion de trésorerie***

- La société dispose de prévisions de trésorerie à 1 an
- La gestion du financement passe par :
  - ✓ Une évaluation par le Directeur Général des besoins de financement éventuels pour l'exercice à venir après établissement du budget
  - ✓ Une réunion par an avec les établissements bancaires afin de présenter les résultats annuels, les principaux projets et faire part en toute transparence des éventuels besoins et financements souhaités.

Au 31 mars 2018, la trésorerie du Groupe s'élevait à 1 251 K€ (voir 7.4 ci-dessus) et représentait 1 an et 7 mois de dépenses d'exploitation.

Compte tenu des cessions immobilières prévues sur l'exercice 2017 – 2018, il n'était pas nécessaire d'envisager de recourir à un financement extérieur.

A la date de rédaction du présent rapport, la trésorerie du Groupe représente 5 ans de dépenses d'exploitation.

Afin de faciliter les contrôles, la société et ses filiales ont réduit à un compte par société le nombre de comptes couverts.

### ***e – Processus de gestion de la paye***

La gestion de la paye et des charges sociales est également sous-traitée auprès d'un Cabinet d'Expertise Comptable spécialisé dans le domaine social.

### ***f – Processus achats/fournisseurs***

C'est le processus essentiel d'établissement de la comptabilité et du contrôle interne.

- Les commandes relèvent du Directoire, et par délégation de la Présidente, du Directeur Général
- Les factures reçues vont directement au Directeur Général qui y appose le « Bon à payer » et précise, en cas de besoin, le dossier auquel doit être affectée cette facture.
- Celle-ci est immédiatement photocopiée pour être comptabilisée de façon hebdomadaire par le Cabinet d'Expertise Comptable.
- Sont également photocopiés :
  - ✓ tout document de paye et de charges sociales
  - ✓ tout document de réalisation de cessions immobilières
  - ✓ tous avis d'imposition (taxes foncières, CFE, etc...)
  - ✓ relevés décennaires de banques
  - ✓ toute lettre susceptible d'avoir une incidence significative sur le résultat, accompagnée d'une note du Directeur Général.

Le rapprochement bancaire devient l'élément essentiel du contrôle de l'enregistrement de l'exhaustivité des opérations effectuées, la société et ses filiales ne réalisant pas d'opérations en espèces.

### **9.3 – Contrôle Interne**

L'objectif du contrôle interne est de maîtriser les risques résultant de l'activité même de l'entreprise et de ses filiales, ainsi que les risques d'erreurs et de fraude.

Il est cependant rappelé que l'effectif opérationnel particulièrement réduit de la société depuis la cession de sa dernière filiale industrielle et commerciale ne favorise pas un contrôle interne absolu.

Les pouvoirs bancaires et les délégations des signatures de règlement sont effectués sous signature unique et sans limitation de montant.

Compte tenu de la situation dans laquelle se trouve la société (absence d'activité opérationnelle et effectif réduit), la société a recours à un Expert - Comptable indépendant dont la présence concourt à l'environnement de contrôle.

En outre, la supervision du dispositif de contrôle interne est assurée par le Comité d'Audit nouvellement créé.

## **10. INFORMATIONS DIVERSES**

### **10.1 – DELAIS DE PAIEMENT CLIENTS ET FOURNISSEURS**

N'ayant plus d'activité industrielle et commerciale, les créances et dettes figurant au bilan ne sont pas significatives.

Les dettes fournisseurs représentent pour leur plus grande part le montant des factures non parvenues à la date de clôture des comptes.

### **10.2 – INFORMATIONS RELATIVES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS**

Dans le cadre de ses opérations, la société n'utilise aucun instrument financier admis à la négociation sur un marché réglementé.

### **10.3 – DEPENSES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT (ARTICLE 39-4 DU CGI)**

Aucune dépense non déductible fiscalement n'a été enregistrée par la société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018.

### **10.4 – DIVIDENDES DISTRIBUES**

Il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

### **10.5 – CAPITAL ET DONNEES BOURSIERES**

**10.5.1** – Dans le cadre des dispositions légales et des recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers, il est porté à votre connaissance qu'à la date de clôture de l'exercice :

- la SOCIETE FINANCIERE NANTAISE (SO.FI.NA.), société filiale de F.S.D.V. détient 28 559 actions de votre société, soit 19,01 % du capital
- F.S.D.V. détient 8 000 actions propres soit 5,32 % du capital.

**10.5.2** – Selon les informations portées à la connaissance du Directoire et à la date de rédaction du présent rapport, les Actionnaires possédant directement ou indirectement plus du vingtième du capital et/ou des droits de vote de la société sont les suivants :

	En % du capital				En % des droits de votes			
Nombre d'actions composant le capital	150 250							
Nombre d'actions ayant droit de vote					113 691			
	5%	10%	20%	33%	5%	10%	20%	33%
Actions propres détenues directement ou indirectement par F.S.D.V. et SOFINA				X			néant	
Madame Karine FENAL			X					X
MINERVA S.A.			X				X	
Madame Inga FENAL (détention indirecte)			X				X	
SCAF S.A. et Monsieur Yves BOUQUEROD			néant		X			

**10.5.3** - Les membres du Directoire et ceux du Conseil de Surveillance n'ont réalisé aucune opération sur leurs titres au cours de l'exercice.

La société n'a effectué aucune opération sur ses propres actions.

#### **10.5.4 – DONNEES BOURSIERES**

Les principales données boursières de l'année 2018 et des cinq années précédentes sont résumées dans le tableau ci-après :

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre d'actions	150 250	150 250	150 250	150 250	150 250	150.250
Cours le plus haut (€)	61,00	58,00	59,54	50,00	50,00	54,50(1)
Cours le plus bas (€)	43,81	41,69	41,69	30,00	34,10	35,60(2)
Transactions dans l'année						
. Nbre de séances de cotation	51	57	50	38	50	42
. Nbre d'actions échangées	5 448	11 399	12 312	9 296	10 494	4 156
. Capitaux (en K€)	287,0	534,0	590,3	396,8	487,1	199,9
Cours moyen annuel (en €)	52,68	46,85	47,95	42,68	46,42	48,10
% total du capital échangé	3,63 %	7,59 %	8,19 %	6,19 %	6,98 %	2,77 %
% du capital échangé hors actions d'autocontrôle	4,79 %	10,03 %	10,83 %	8,18 %	9,23 %	3,65 %

(1) le 2 janvier 2018

(2) les 30 janvier et 24 septembre 2018.

## **11 - RESOLUTIONS PRESENTEES AU TITRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Vos Commissaires aux Comptes vous rendront compte de leur mandat, et vous présenteront leurs rapports :

- rapport sur les comptes annuels
- rapport sur les comptes consolidés
- rapport spécial relatif aux conventions passées avec des sociétés ayant des Administrateurs ou Mandataires communs avec la vôtre, conformément aux dispositions de l'Article 225-88 du Code de Commerce.

Il vous est demandé de vous prononcer sur les comptes et les opérations de la société au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018 (**1<sup>ère</sup> résolution**) faisant ressortir un bénéfice de 372 350,24 € (Trois cent soixante douze mille trois cent cinquante euros 24 ctes), ainsi que sur les comptes consolidés (**2<sup>ème</sup> résolution**) qui se traduisent par une perte de 559 000 € (Cinq cent cinquante neuf mille euros).

Au titre de l'affectation du résultat social (**3<sup>ème</sup> résolution**), il vous est proposé d'imputer le bénéfice de l'exercice clos le 31 mars 2018 qui s'élève à 372 350,24 € (Trois cent soixante douze mille trois cent cinquante euros 24 ctes) au compte « Report à nouveau déficitaire » qui, d'un montant de 2 311 826,54 € (Deux millions trois cent onze mille huit cent vingt six euros 54 ctes), serait ainsi ramené à la somme de 1 939 476,30 € (Un million neuf cent trente neuf mille quatre cent soixante seize euros 30 ctes), déficitaire.

Il vous est rappelé qu'au cours des trois derniers exercices, il n'a pas été distribué de dividendes (**4<sup>ème</sup> résolution**).

Il vous est proposé de donner quitus au Directoire, aux membres du Conseil de Surveillance et à Messieurs les Commissaires aux Comptes, pour respectivement leur gestion, mandat et mission au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018 (**6<sup>ème</sup> résolution**).

Le mandat de Madame Inga FENAL, Vice-Présidente du Conseil de Surveillance, venant à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale, il vous est proposé de le renouveler pour une durée de deux années qui prendra fin le jour de l'Assemblée Générale des Actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2020 (**7<sup>ème</sup> résolution**).

Il vous est enfin proposé de fixer à 3 750 € (Trois mille sept cent cinquante euros) le **montant brut global correspondant à un montant net de 3 035 €** (Trois mille trente cinq euros) des jetons de présence à se répartir entre les membres du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice courant du 1<sup>er</sup> avril 2018 au 31 mars 2019.

**LE DIRECTOIRE**

# **FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4 582 625 €

Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS

R.C.S. PARIS B 562 047 605

SIRET 562 047 605 00349

## **ASSEMBLEE GENERALE MIXTE DU 21 MARS 2019**

### **RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE SUR LA GOUVERNANCE**

Conformément aux dispositions des Articles L 225-37 – al.6 et L 225-68 – al.6 du Code de Commerce, nous vous rendons compte aux termes du présent rapport :

- de la gouvernance de F.S.D.V. et de ses filiales
- des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil de Surveillance
- de la rémunération des mandataires sociaux
- de l'absence de convention entre l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % et la société ou l'une de ses filiales
- des observations du Conseil de Surveillance sur le rapport de gestion et sur les comptes sociaux et consolidés.

#### **1. LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE.**

La société FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS (F.S.D.V.) est gérée sur le modèle du Directoire et du Conseil de Surveillance.

Elle est cotée sur Euronext Paris, Compartiment C.

Ses principaux Actionnaires (SOFINA, MINERVA et Madame Karine FENAL) ne sont pas liés par un pacte d'Actionnaires.

#### **1.1 – CADRE STATUTAIRE DE LA GOUVERNANCE D'ENTREPRISE**

##### ***1.1.1 – Règles de composition du Conseil de Surveillance***

Les règles relatives à la composition du Conseil de Surveillance, à la nomination et à la limite d'âge de ses membres sont régies par l'Article 21 des statuts de la société.

Sous réserve de la dérogation légale prévue en cas de fusion, le Conseil de Surveillance est composé de trois à vingt quatre membres. Les membres du Conseil de Surveillance, personnes physiques ou personnes morales, sont élus par l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires à la majorité simple, pour une durée limitée à deux ans. En cas de fusion ou de scission, leur nomination peut être faite par l'Assemblée Générale Extraordinaire. Les membres du Conseil de Surveillance, personnes physiques, doivent être âgés de 86 ans révolus au plus.

Cependant, un tiers des membres du Conseil de Surveillance en fonction peuvent être âgés de plus de 86 ans révolus. Chaque membre du Conseil de Surveillance doit être propriétaire d'au moins 10 actions.

En la circonstance, le Conseil de Surveillance est composé de 3 membres.

### **1.1.2 – Pouvoirs et attributions du Conseil de Surveillance**

Conformément aux dispositions de l'Article 23 des statuts, le Conseil de Surveillance :

- nomme les membres du Directoire (au nombre de deux actuellement), délimite leurs pouvoirs et fixe leur rémunération
- suit et contrôle l'activité du Directoire qui lui rend compte au moyen des informations fournies trimestriellement, ou à l'occasion de réunions provoquées par l'un ou l'autre des organes de gestion et de contrôle, ainsi que par la communication par le Directoire au Président de tout document ou information d'importance
- formule toutes observations sur les rapports du Directoire
- supervise les comptes sociaux et consolidés de la société et évalue l'efficacité du contrôle interne au travers du Comité d'Audit.

De plus le Conseil de Surveillance :

- est saisi par le Directoire ou se saisit de toute question intéressant la bonne marche du Groupe, ou qui paraît devoir être évoquée
- délibère sur toute modification statutaire proposée par le Directoire.

Le Conseil de Surveillance peut enfin révoquer tout membre du Directoire.

Compte tenu du nombre restreint de ses membres, le Conseil de Surveillance n'a pas formalisé les modalités d'exercice de ses attributions par un règlement intérieur. Les modalités résultent cependant d'un usage bien établi.

### **1.1.3 – Composition – Rôle et missions du Comité d'Audit**

a. Il a été constitué en date du 17 décembre 2018 un Comité d'Audit comprenant

- les trois membres du Conseil de Surveillance
- qui se sont adjoints pour les assister dans leurs travaux Monsieur Laurent BOCQUEL, Expert Comptable indépendant de la société.

#### **b. Le rôle et les missions du Comité d'Audit sont les suivants :**

- suivre le processus d'élaboration de l'information financière
- suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et du contrôle des risques
- émettre vis-à-vis du Conseil de Surveillance toute recommandation à l'occasion de la désignation ou du renouvellement du mandat des Commissaires aux Comptes
- rendre compte au Conseil de Surveillance de la mission que le Comité d'Audit a effectuée
- s'assurer du respect des conditions d'indépendance des Commissaires aux Comptes.

c. Le Comité d'Audit s'est réuni le 17 décembre 2018 pour examiner avec les Commissaires aux Comptes les diligences effectuées par ces derniers au titre des comptes sociaux et consolidés clos le 31 mars 2018, et entendre les remarques et conclusions tirées de ces examens.

### **1.1.4 – Rémunération des membres du Conseil de Surveillance – Critères d'attribution des jetons de présence**

**1.1.4.1** – Conformément aux dispositions de l'Article 24 des statuts, une rémunération exceptionnelle est versée au Président du Conseil de Surveillance.

A ce titre, Monsieur Xavier BOUTON a perçu au titre de l'exercice du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018 une rémunération fixe annuelle de 30 492 € inchangée depuis 2009, et ce conformément à la décision du Conseil de Surveillance du 28 mars 2018.

**1.1.4.2** – L'Assemblée générale peut allouer aux membres du Conseil de Surveillance, en rémunération de leur activité à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté en frais généraux de la société. Le Conseil de Surveillance répartit librement cette rémunération entre ses membres.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2018, l'Assemblée Générale a attribué un montant de jetons de présence de 3 000 € (Trois mille euros), attribution approuvée par l'Assemblée Générale Ordinaire du 28 mars 2018.

Au cours de sa séance du 18 juillet 2014, le Conseil de Surveillance a décidé de les répartir à parts égales entre ses membres.

### **1.1.5 – Activité du Conseil de Surveillance au cours de l'exercice clos le 31 mars 2018**

Le Conseil de Surveillance s'est réuni à 4 reprises au cours de l'exercice du 1<sup>er</sup> avril 2017 au 31 mars 2018 :

- le 29 mai 2017
- le 7 septembre 2017
- le 15 février 2018
- le 28 mars 2018.

Le taux moyen de présence des Conseillers aux réunions a été de 100 % (contre un taux de 94 % au titre de l'exercice clos le 31 mars 2017).

## **1.2 – LE DIRECTOIRE**

**1.2.1** – Les règles relatives à la composition du Conseil de Surveillance, à la nomination et à la limite d'âge de ses membres, sont régies par l'Article 20 des statuts de la société.

Statutairement, le Directoire est composé de deux membres :

- un(e) (Président(e)
- un(e) (Directeur (trice) Général(e).

### **1.2.2 – Limitations apportées par les statuts aux pouvoirs du Directoire**

Conformément à l'Article 20.1 des statuts, le Directoire ne peut réaliser les opérations suivantes sans autorisation préalable du Conseil de Surveillance :

- achat, vente, échange, ou apport de tous immeubles, droits immobiliers et fonds de commerce
- souscription d'emprunts assortis de sûretés réelles
- constitution de sûretés, cautionnements, avals ou garanties financières pour le compte de la société, dès lors que le montant unitaire et cumulé annuel est supérieur à 500 000 euros
- création de société et la prise de participations même minoritaire sous toute forme pour le compte de la société

- cession de filiale
- création ou suppression de toute succursale, agence, bureaux tant en France qu'à l'étranger.

### **1.3 – MODALITES DE PARTICIPATION DES ACTIONNAIRES AUX ASSEMBLEES GENERALES**

Les modalités de participation des Actionnaires aux Assemblées Générales de la société sont définies à l'Article 30 des statuts :

- Tout Actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de la propriété de ses titres.
- Tout Actionnaire peut également voter par correspondance selon les modalités légales et réglementaires.
- Un Actionnaire peut se faire représenter par un autre Actionnaire non privé du droit de vote ou par son conjoint. A cet effet, le Mandataire doit justifier de son mandat.

### **1.4 – ELEMENTS SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE**

Le seul élément susceptible d'avoir une incidence en cas d'offre publique est l'existence de 36 559 actions d'autocontrôle :

- 28 559 actions détenues par la Société Financière Nantaise (SOFINA)
- 8 000 actions directement détenues par F.S.D.V., soit 24,6 % du capital.

En effet, la décision d'apporter ou non ces actions relève de la seule décision

- du Conseil d'Administration de SOFINA pour les actions F.S.D.V. détenues par SOFINA
- du Conseil de Surveillance de F.S.D.V. pour les actions directement détenues.

Selon les modalités d'une éventuelle « Offre Publique », la position prise par chacun de ces organes sociaux est susceptible d'avoir une incidence sur le sort de ladite « Offre Publique ».

## **2 - CONDITIONS DE PREPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL DE SURVEILLANCE**

a. L'ordre du jour du Conseil de Surveillance est préparé par le Secrétaire du Conseil, par ailleurs membre du Directoire et Directeur Général de la société, en relation avec le Président du Conseil.

Il est adressé aux membres du Conseil généralement 10 jours avant la réunion.

b. Les documents comptables, les notes relatives aux points abordés, les rapports, les consultations d'ordre juridique ou fiscal sont adressés avec l'ordre du jour, ou dès leur réception selon le cas, afin qu'ils puissent être étudiés par les membres du Conseil préalablement à la réunion.

c. La réunion est présidée et menée par le Président du Conseil de Surveillance, ou la Vice-Présidente en cas d'empêchement.

Les débats donnent lieu à de nombreux échanges auxquels participent également les membres du Directoire.

d. La réunion fait l'objet d'un procès-verbal, résumant les débats et les décisions prises.



### 3 – REMUNERATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

#### 3.1 – CONSEIL DE SURVEILLANCE

	Année naissance	Date renouvel. fin mandat	Autres fonctions exercées	Rémunération brute			Nbre titres FSDV détenus
				Rém.	J.P.	€	
<b><u>Président</u></b> Xavier BOUTON	1950	28.03.18  AGO 2019 (Ctes 31.3.19)	Chairman : Dufry Tunisie SA et Dufry Advertising SA  Chairman Advisory Council Southern Europe & Africa de Dufry AG – Brunngrässlen 12 – 4010 Basel (Suisse)  Membre du Conseil de ADL Partner – 3, rue Henri Rol Tanguy 93100 Montreuil	x	x	30 492  1 000	10
<b><u>Vice-Présidente</u></b> Inga FENAL	1942	30.03.17  AGO 2018 (Ctes 31.3.18)	Présidente du C.A. de MINERVA  Représentante Permanent de FSDV aux CA de SALINS et SOFINA	x	x	-  1 000	4 035
<b><u>Membres</u></b> Stéphane REZNIKOW	1965	28.03.18  AGO 2019 (Ctes 31.3.19)	Professeur d'Histoire  Administrateur de Dolphin Intégration (jusqu'en juin 2017)	x	x	-  1 000	5 008

#### 3.2 – DIRECTOIRE

	Année naissance	Date renouvel. fin mandat	Autres fonctions exercées	Rémunér. brute perçue (€)	Nbre titres FSDV détenus
<b><u>Présidente</u></b> Karine FENAL	1971	CS 27.9.12  AG Ctes 31.3.20	Présidente Directeur Général  . SALINS . SOFINA	60 000,00 €	24 730
<b><u>Directeur Général</u></b> a, Phil. de MONTCHENU (jusqu'au 29.05.2017)	1950	CS 10.12.15  CS 29.05.17	Directeur Général  . SALINS . SOFINA	63 632,00 €  (1)	-
b. Alain CANDELIER (A compter du 29.05.2017)	1943	CS 29.05.17  AG Ctes 31.3.20	Directeur Général  . SALINS . SOFINA	180 580,00 €  (2)	

(1) dont 42 433 € de préavis non effectué solde congés payés et indemnité de départ

(2) dont 50 000,00 € de prime de retour (Conseil de Surveillance du 29 mai 2017)

#### **4. CONVENTION ENTRE MANDATAIRES SOCIAUX OU ACTIONNAIRES ET LA SOCIETE OU L'UNE DE SES FILIALES**

Il n'existe pas de convention entre l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % et la société ou l'une de ses filiales.

#### **5. INFORMATIONS DIVERSES**

##### **5.1 – CODE DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE AUQUEL SE REFERE LA SOCIETE**

Compte tenu de la taille réduite de la société et d'effectifs restreints, la société ne se réfère à aucun Code de Gouvernance, mais cherche à se rapprocher du Code Middenext.

##### **5.2 – DELEGATIONS EN COURS DE VALIDITE ACCORDEES PAR L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVES AUX AUGMENTATIONS DE CAPITAL (ARTICLES L 225-129-1 ET L 225-129-2 DU CODE DE COMMERCE)**

Aucune augmentation de capital n'ayant été décidée par les Assemblées Générales, ce point est sans objet.

#### **6. OBSERVATIONS DU CONSEIL DE SURVEILLANCE**

Le Conseil de Surveillance prend acte, avec satisfaction, de ce que les cessions d'actifs immobiliers aient franchi une nouvelle étape, puisque celles-ci se sont élevées à 1 245 K€ contre 951 K€ pour l'exercice précédent, permettant de dégager un bénéfice social de 372 K€, contre 158 K€ au 31 mars 2017, et de réduire ainsi le Report à Nouveau Déficit de la société, si vous approuvez la résolution relative à l'affectation des résultats.

Tout comme l'an passé, le Conseil de Surveillance a suivi attentivement les négociations menées par le Directoire avec l'Etablissement Public Foncier de Lorraine et la Municipalité de Sarreguemines pour parvenir à un accord sur la cession du site des Faïenceries, accord préservant les intérêts des Actionnaires, accord qui était loin d'être obtenu au 31 mars 2018.

Le contrôle de TVA subi par la société a eu le mérite de prouver auprès de l'Etablissement Public Foncier de Lorraine que l'activité de la société continuait de relever du régime de la TVA.

Le Conseil de Surveillance remercie Monsieur Alain CANDELIER, Directeur Général, pour sa connaissance des dossiers de la société, lui ayant permis de remonter à l'origine des crédits de TVA, dont son successeur avait demandé le remboursement, et de prouver ainsi la bonne foi de la société, ayant permis que ce long contrôle s'achève sans rectification, ni demande de remboursement.

C'est également l'occasion pour le Conseil de Surveillance de remercier Messieurs Laurent BOCQUEL et Alain NICAISE, du Cabinet IDEC, pour avoir pu rétablir la situation comptable du Groupe, malmenée faute de connaissances techniques suffisantes par le Cabinet précédent, sans cependant que les résultats comptables sociaux et consolidés aient été erronés, grâce à la vigilance de Messieurs les Commissaires aux Comptes.

Le Conseil de Surveillance émet le souhait qu'aucun élément nouveau ne vienne perturber le processus de retour à la production de l'information financière sociale et consolidée aux dates requises.

Enfin, constatant que, de par l'arrêt des activités industrielles et commerciales du Groupe, ainsi que par la cession maintenant amorcée des actifs immobiliers, le volume d'activité de la société ne justifie plus l'existence d'un capital de 4 582 625 €.

En conséquence, prenant en compte le fait que les Actionnaires n'ont pas perçu de dividende depuis de très nombreuses années, le Conseil de Surveillance se déclare favorable à la proposition du Directoire de :

**a. réduire le capital social de la société d'un montant maximum de 11,00 € par action :**

- par minoration de 11,00 € (Onze euros) de la valeur nominale de chacune des 150 250 (Cent cinquante mille deux cent cinquante) actions constituant le capital de la société, laquelle sera ainsi ramenée à 30,50 € (Trente euros cinquante centimes) par action à 19,50 € (Dix neuf euros cinquante centimes) par action
- par attribution en numéraire de la somme de 11,00 € (Onze euros) par action aux Actionnaires de la société

**b. de déléguer au Directoire le soin de décider d'ici le 30 juin 2019 au plus tard de la réduction du capital, compte tenu notamment de l'opposition éventuelle de créanciers sociaux, la mener à bonne fin et modifier, en conséquence, l'Article 6 des statuts de la société concernant le capital social.**

\*\*\*

Sous ces observations, le Conseil de Surveillance émet un avis favorable sur les comptes sociaux et consolidés de la société clos le 31 mars 2018, et vous propose d'approuver les résolutions qui sont soumises à votre approbation.

**LE CONSEIL DE SURVEILLANCE**

# **FAYENCERIES DE SARREGUEMINES, DIGOIN & VITRY LE FRANCOIS**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 4 582 625 €

Siège social : 5, rue du Helder 75009 PARIS

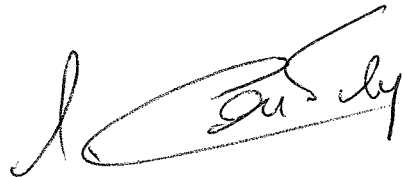
R.C.S. PARIS B 562 047 605

SIRET 562 047 605 00349

## **ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion ci-joint présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée.

Fait à Paris, le 12 mars 2019

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Alain Candelier', written over a horizontal line.

Alain CANDELIER  
Directeur Général